

TRIMESTRIEL

n39

juin 2012

3 EUROS

**JOURNAL D'INFORMATION ET DE DEBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES**



Elections présidentielles : ce qu'elles nous apprennent de la nouvelle géopolitique du plateau



Marianne Lanavère, nouvelle directrice du Centre d'art et du paysage de Vassivière



**Tarnac, filon éditorial.
Une affaire qui fait couler de l'encre**

**S
N
O
I**

**IMPORTANTES
PLANTATIONS
NOUS
SUBMERGENT**



**Ce que dévoile une étude de 2011 :
la fin programmée des feuillus sur le plateau**

A propos de

“Destins d’ici : les aventuriers du plateau“:

Trop d’émotion tue la compréhension

Le 3 mai dernier, Jimmy Leipold et l’équipe de réalisation du film “Destins d’ici : les aventuriers du plateau“ (Voir IPNS n°38, page 16), étaient présents à Faux-la-Montagne pour une projection de leur œuvre devant une salle des fêtes comble. Jean-François Pressicaud qui faisait partie de l’assistance nous fait part de ses impressions, mitigées, sur ce film.

Cette première vision (la première diffusion sur France 3 a eu lieu le 9 mai à 0 h 20 !) a été reçue avec beaucoup de plaisir et d’émotion, notamment grâce aux allers et retours entre les images tournées en 2011 et celles qui le furent en 1978 pour “Les nouveaux ruraux“. Les deux familles, Astié et Peyrissaguet, qui occupent les premiers rôles, ont un destin attachant et émouvant. Elles vivent toujours ici, malgré des vicissitudes par rapport à leur projet de départ et les réactions de la salle montraient qu’elles sont reconues et appréciées.

C’est donc un film très réussi sur le plan émotionnel, avec une mise en valeur de la beauté des paysages et de la persévérance des protagonistes. Mais on peut regretter, avec François Chatoux, qui s’est exprimé lors du débat qui a suivi la projection, un manque d’analyse plus sociologique sur le rôle des nouveaux arrivants. Les deux familles sont restées ici, mais elles ont échoué dans leur projet agricole, alors que beaucoup de néo-ruraux des années 1970 ont réussi en agriculture, sont toujours là ou ont trouvé des successeurs. Le rôle essentiel des néo-ruraux dans le développement de l’économie sociale et solidaire (associations, coopératives) sur le plateau n’est qu’effleuré.

C’est d’autant plus frustrant que les auteurs ont interviewé beaucoup de monde et que beaucoup parmi les personnes interrogées ont abordé cette question du dynamisme du plateau. Jimmy Leipold lui-même, dans ses réponses à IPNS (n°38), montre qu’il a bien compris le phénomène.

On a vraiment l’impression que l’auteur a été bridé par la demande de ses commanditaires et qu’il a été obligé de rester dans ce que Peter Watkins appelle la “monoforme“, c’est à dire une présentation basée sur l’émotion et le spectaculaire au détriment de la réflexion et de la compréhension.

J.-F. Pressicaud



L’abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l’existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l’adresse mail suivante :



IPNS - Je m’abonne !

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 12 € , de soutien 15 € ou +

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 24 € , de soutien 30 € ou +

BON à retourner à : IPNS - 23340 - FAUX LA MONTAGNE

IPNS

Trimestriel édité par l’association IPNS.

Clin d’oeil à “l’imprimé par nos soins“ que connaissent les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

Directeur de publication : Michel Lulek
23340 Faux la Montagne

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady

Imprimerie : Rivet Presse Edition

Imprimerie labellisée Imprim’vert.

Commission paritaire : 1012 G 81797 - ISSN : 1635-0278

site : <http://journal-ipns.org>

Démoniaque démocratie (suite)

Le lundi 2 Avril s'est tenu à Nedde un débat organisé par l'association EDDEN sur le thème "Démocratie et pouvoir" avec la participation de Gérard Monédiaire, juriste et spécialiste de politique territoriale et Jean-François Pressicaud, ancien élu de Felletin. Une soixantaine de personnes y a participé, venue des trois départements. En voici la substantifique moelle sous forme de constats, de questions et de solutions.

Démocratie et pouvoir dans notre territoire

Qu'en est-il de la démocratie au sein de notre territoire ?

Des constats :

- Une tendance à sacraliser le rôle de l'élu qui l'éloigne de la population.
- Le cumul des mandats ne favorise pas le renouvellement des idées.
- Certains de nos représentants peuvent être tentés d'exercer la rétention de l'information.
- De plus en plus d'élus gestionnaires et non visionnaires (s'explique peut-être par l'étendue des tâches et les responsabilités plus lourdes des élus).
- La force d'inertie née d'habitudes cristallisées.
- Le manque de temps, lié au travail, a été invoqué pour expliquer le peu de participation des habitants à la vie communale.
- La monopolisation du pouvoir par un petit nombre au sein de conseils municipaux ou communautaires entraînant le clientélisme au mépris de la loi.

Des questions :

- La démocratie est-elle soluble dans le pouvoir ?
- La décentralisation, dont un des buts était de donner plus de pouvoir aux régions, n'a-t-elle pas engendré de petits dictateurs locaux ?
- La démocratie, pour les citoyens que nous sommes, s'achève-t-elle avec le

dépôt de notre bulletin dans l'urne ?

- Qu'en est-il de la formation des élus ?
- Quelles informations seraient utiles à la population ?
- Quelle éducation à la citoyenneté pour les jeunes et les adultes ?
- Comment inciter nos représentants à donner la parole ou faire participer les habitants à la vie de leur commune ?

Des solutions :

Des élus nous ont fait part d'expériences de démocratie pratiquées au sein de leur circonscription :

- S'appuyer sur le tissu associatif, et ainsi être à l'écoute des idées et besoins exprimés

“ La pratique démocratique serait-elle un sujet tabou dans nos campagnes ? ”

dans la communauté.

- Favoriser la mise en place de commissions ouvertes à tous.
- Créer des conseils municipaux de jeunes, afin de les éduquer à la citoyenneté.
- Consulter la population en amont des projets importants.
- Passer par l'engagement dans des luttes concrètes hors instances municipales afin d'exprimer nos idées, défendre nos projets et être force de propositions.

En résumé, un débat riche qui s'est prolongé autour d'un pot de l'amitié. Un bémol cependant, révélateur de l'existence bien réelle d'un déficit de démocratie : l'objectif de cette soirée était de permettre aux élus de la commune et du canton, tous invités personnellement, de s'exprimer. Aucun n'était présent, à l'exception de

quelques élus de Rempnat et du conseiller général du canton. À croire que la pratique démocratique dans nos campagnes est un sujet tabou ! La force d'inertie ou l'indifférence ne nous semblent pas le meilleur moyen de vivre cette démocratie, qui en Grèce, il y a des millénaires, se prati-

quait sur la place publique avec le peuple...

Compte-rendu réalisé par l'association EDDEN.



La démocratie : une belle histoire

“...Il s'avérerait alors que la démocratie aurait été une histoire que l'on raconte aux adultes, comme on raconte des histoires aux enfants, ou que l'on raconte aux adultes comme s'ils étaient des enfants. Une histoire à laquelle les adultes "croient" comme les enfants "croient" aux histoires qu'on leur raconte, c'est-à-dire en étant captivés, mais sans pour autant être dupes. Une belle histoire, une histoire séduisante plutôt qu'une histoire vraie, une histoire séduisante certes, mais que nul ne serait assez sot pour la considérer comme davantage qu'une belle histoire.”

Alain Brossat, philosophe.

(Extrait de Tous Coupats, tous coupables – voir dans ce même numéro

Le Croulag, bar culturel sur le Plateau

Depuis octobre 2011 s'est ouvert à Peyrelevade un espace culturel où sont proposées des animations régulières dont les maîtres mots sont métissage, diversité et convivialité. Focus sur un projet bien éloigné de l'usage passé du lieu... Interview d'Ivan, son gérant.

IPNS : Ivan, pourrais-tu te présenter aux lecteurs d'IPNS ?

Ivan : J'ai 47 ans, je viens de Limoges où, pendant de nombreuses années, j'ai tenu des lieux culturels comme les "Anciennes majorettes de la Baule". J'ai de l'expérience dans le management de groupes de musique et, plus généralement, dans l'organisation de spectacles. On m'avait parlé d'un lieu à Peyrelevade pour lequel on cherchait un gérant. C'était l'occasion pour moi de venir proposer mes projets dans un lieu au cadre de vie plus agréable. On entendait aussi parler du Plateau comme d'un lieu où l'on "peut faire".

IPNS : Quel est justement le contenu de ton projet ?

Ivan: Si on devait résumer rapidement ce que je veux proposer ce serait de la musique métissée. C'est ce qui me porte et ce que je veux proposer au Croulag : Un lieu d'échanges culturels où tous les styles de musiques sont présents, du punk jusqu'aux musiques du monde, en passant par le ska, et où tout un chacun peut venir écouter, boire un verre et partager (1).

Le lieu a été une boîte de nuit c'est vrai, mais plus maintenant, le message commence à passer. Je souhaite que ce lieu soit "ouvert". D'ailleurs je ne



me limite pas à ce que je peux proposer en terme d'animations. Les jeudi soirs, aux horaires d'ouvertures, je propose à tout groupe qui veut s'exercer devant public, une "scène ouverte". De même l'espace est mis gratuitement à disposition pour des événements ou animations culturelles pouvant être proposés par des artistes ou des associations, que cela soit des lectures, des répétitions, des concerts ou des soirées de soutien pour des causes justes, comme la manifestation du 9 juin en faveur de la lutte contre le sida au Togo.

IPNS : Comment vois-tu la suite des événements ?

Ivan : Le Croulag se doit d'être un lieu vivant et pas qu'en fréquentation, mais aussi en idées, en volontés et en projets. On va démarrer la saison de manière active et festive. J'ai déjà commencé à travailler avec plusieurs associations du plateau et des personnes d'origines diverses, de Montpellier, de Limoges, ou de la Sarthe, et je souhaite amplifier cela. On va mettre en place une terrasse pendant l'été et continuer à proposer des concerts de qualité et diversifiés. N'hésitez à venir boire un verre et échanger vos idées avec nous !

Propos recueillis par Jérémy Veyret

Le Croulag se situe aux "Sapins", à 500 mètres du bourg de Peyrelevade, direction Saint Merd les Oussines et est ouvert du jeudi au samedi, dès 21h30. Pour en savoir plus sur la programmation, intégrer la liste de diffusion et proposer vos idées, contactez Ivan sur ivanivanc@yahoo.fr, ou rejoindre le compte "facebook" "Ivan Ivanc".

(1) Exemple de groupe dans l'esprit du Croulag: <http://www.myspace.com/sexdrugsandrebetiko>

Présidentielles 2012

En auscultant, commune par commune, les résultats du premier tour des élections présidentielles, Christian Vaillant dresse le portrait des évolutions politiques sur le plateau. Hégémonie du PS et déconfiture de la droite qui peut se lire comme la relève de la Chiraquie par la Hollande, une Creuse beaucoup plus droitière, y compris dans le vote Front national, que la Corrèze et la Haute-Vienne, et un plateau coupé verticalement en deux entre un plateau de gauche à l'ouest, et un plateau moins marqué à l'est.

De la Chiraquie à la Hollande

En 2002, nous écrivions dans IPNS que si les résultats du 1^{er} tour n'avaient pas éliminé le candidat de la gauche, celui-ci aurait assez largement été battu au second tour sur notre plateau. En effet, Chirac obtenait au 1^{er} tour 34 % des voix à lui seul et la droite parlementaire 41 %. Certes, la gauche, toutes tendances confondues, obtenait 42 % des suffrages, alors même que Jospin faisait à peine 15 %. Mais les 9,4 % obtenus par l'extrême droite (Le Pen et Mégret) et surtout les 7,7 % de Chasse, pêche, nature et tradition ne laissent aucun doute sur l'issue d'un éventuel 2^e tour droite contre gauche. Nous étions encore sur le plateau de Millevaches en pleine Chiraquie. La situation a aujourd'hui complètement basculé. Déjà au second tour des présidentielles de 2007, Ségolène Royal avait obtenu 53 % des suffrages, faisant basculer la majorité de la Montagne limousine à gauche (cantons de Bugeat, de Corrèze, d'Eygurande, de Meymac, de Sornac, de Treignac et d'Ussel-Ouest pour la Corrèze, cantons de la Courtine, de Crocq, de Felletin, de Gentioux-Pigerolles et de Royère-de-Vassivière pour la Creuse et canton d'Eymoutiers pour la Haute-Vienne). En 2012, nous pouvons dire que, de la Chiraquie, nous sommes passés à la Hollande : François Hollande obtient en effet au second tour 63,6 % des suffrages ! Il est évidemment difficile d'extrapoler quels ont été les reports de voix des votes Bayrou et Le Pen, mais en tout état de cause ils n'ont guère été favorables à Sarkozy. On notera simplement que les votes blancs augmentent de 4 points entre les deux tours, ce qui représentent 1/5 des votes Bayrou et Le Pen cumulés.

La gauche hégémonique

Au second tour, dès 2007, la gauche était majoritaire dans 72 des 123 communes du plateau, mais il en restait tout de même une cinquantaine à la droite. Aujourd'hui, c'est 112 communes qui sont majoritairement à gauche (dont 83 à plus de 60 %) et il n'en reste que 11 à la droite ! La gauche ne régresse, de façon minime, que dans 7 communes. Elle progresse de plus de 10 % dans 59 communes, de plus de 15 % dans 24 et de plus de 20 % dans 8 communes.

Quelles forces politiques en 2012 ?

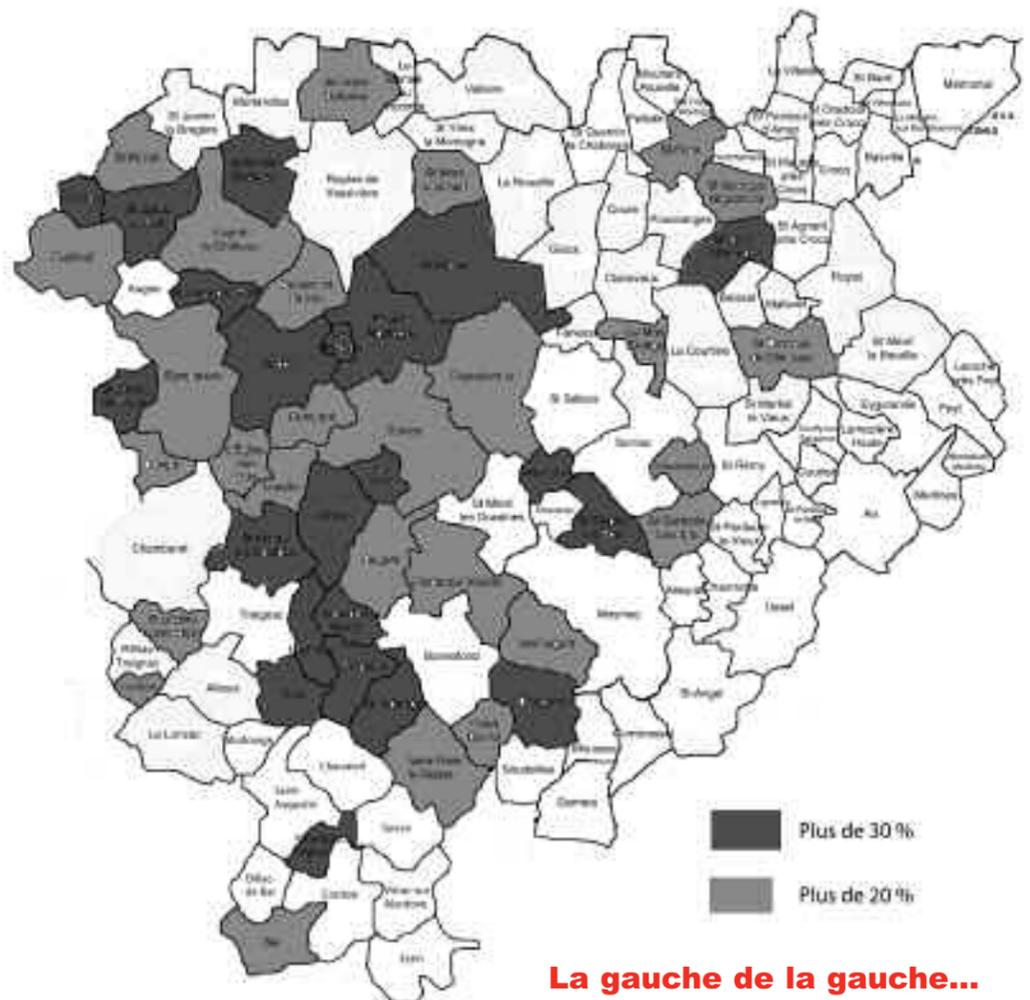
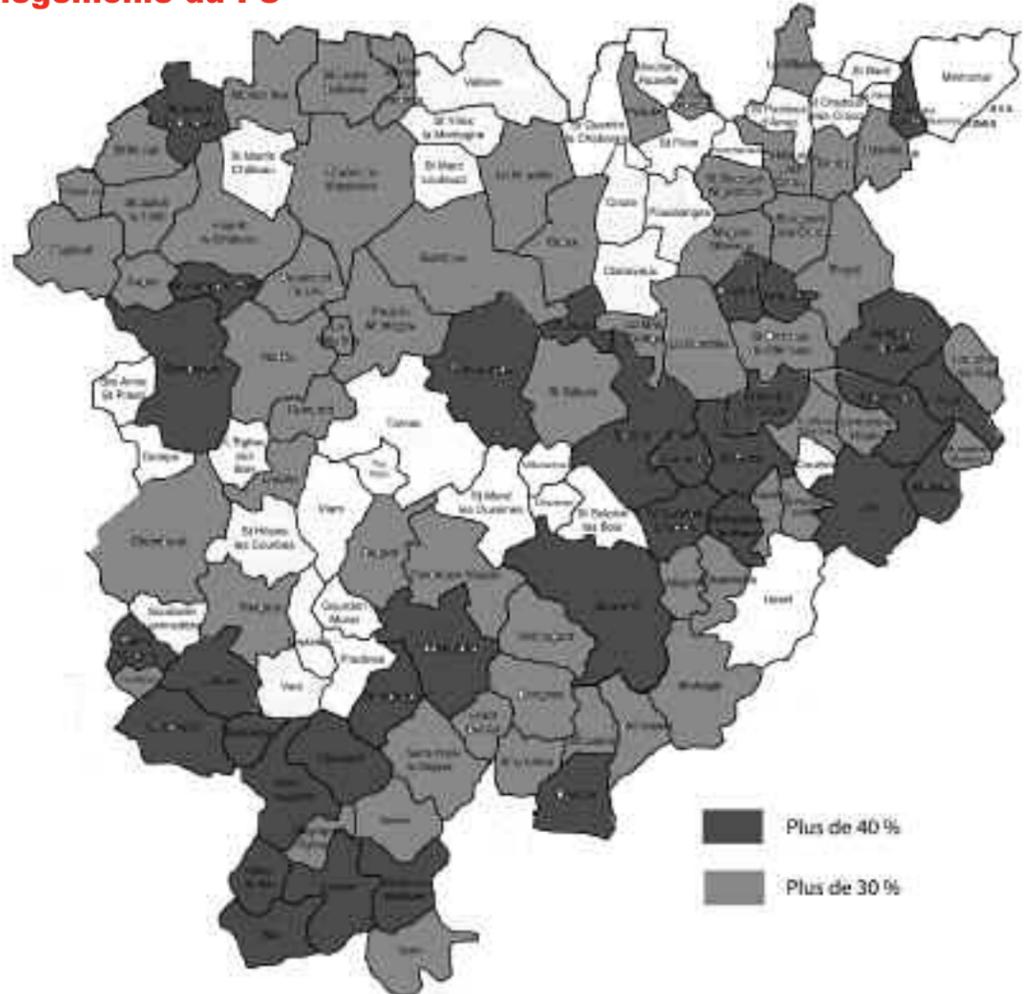
Pour mesurer les rapports de forces politiques et leurs évolutions, il convient de s'intéresser au 1^{er} tour de l'élection présidentielle. De ce point de vue, la comparaison de 2012 à 2002 apparaît plus pertinente que celle de 2012 à 2007 tant l'effet Bayrou en 2007 (il obtient 18 % comme à l'échelon national) perturbe la lecture des évolutions de fond. En fait, il est probable que la progression de 15 points (!) du vote Bayrou entre 2002 et 2007 était déjà un signe du glissement à gauche du plateau. L'effondrement du vote Bayrou (7,5 %) en 2012 dévoile le nouveau rapport de force. Droite/Gauche. Alors qu'au premier tour l'ensemble de la gauche fait 42 % en 2002, elle a bondi à 55,5 % en 2012. En revanche, la droite (hors extrême-droite et hors centre) passe de 44,4 % à 23,4 % ; presque une division par 2 !

Le PS

Même si en 2002 on ajoute au score de Jospin ceux des candidats du parti radical et du MDC, on arrive péniblement à 20 %, alors que Hollande en fait 36,6, plus encore qu'en faisait Chirac.

Le PS progresse dans 121 communes sur 123, de plus de 10 % dans 88 communes et de plus de 20 % dans 39 communes. Si le PS n'est majoritaire à lui seul que dans 3 communes, il est à plus de 30 % dans 90 communes (ce n'était le cas que dans 6 communes en 2002 !) dont 33 à plus de 40 % (une seule en 2002). Un nombre de bastions autrement important. Seuls le sud de la Creuse et une partie du centre du plateau paraît échapper à l'hégémonie du PS.

L'hégémonie du PS



La gauche de la gauche... à gauche sur la carte

La gauche non PS

Alors que la gauche non PS était à 22 % en 2002, contre 20 % au PS (+ MDC et radicaux), elle recule à 19 % en 2012 contre 36,6 % pour le PS. Le rapport de force s'est plus qu'inversé. Toutefois, la gauche non PS progresse dans 40 communes. Elle faisait un score supérieur à 20 % dans 69

communes en 2002 (dont 23 à plus de 30 %), ce n'est plus le cas que dans 49 communes (dont 22 à plus de 30 %). Elle conserve donc de forts bastions et est partout indispensable à une majorité de gauche. La carte montre que son implantation est presque entièrement à l'ouest du plateau.

la nouvelle géopolitique du plateau

La droite

Les comparaisons entre 2012 et 2002 sont ici particulièrement ardues. Que faire du vote Bayrou qui a probablement fortement changé de nature entre les deux élections ? Que faire également du vote Chasse, pêche, nature et tradition de 2002 (8 %) et absent en 2012 ? Quelles parts dans ces votes de 2002 attribuer à la droite parlementaire, à l'extrême-droite, voire à la gauche ? Nous avons retenu la comparaison la moins défavorable à l'effondrement de la droite en ne comptabilisant pour 2002 que les votes Chirac, Boutin et Madelin face aux votes Sarkozy et Dupont-Aignan pour 2012.

La baisse de la droite n'est alors "que" de 13,3 %. Elle régresse dans 113 communes sur 123, de plus de 15 % dans 51 communes et de plus de 20 % dans 30. Son score moyen passe de 36,7 à 23,4 %. Il était supérieur à 40 % dans 46 communes et supérieur à 30 % dans 83 communes. Il n'y en a plus respectivement que 3 et 19 ! Un nombre de bastions égal à celui de la seule gauche non PS ! Pour ne pas faire disparaître totalement la droite sur la carte, nous avons retenu les paliers de 35 % et 25 %. La droite n'est plus véritablement implantée qu'au nord-est du plateau (le sud-est de la Creuse) et dans quelques zones éparses de la Corrèze.

Le FN

Autre surprise de 2012 : les 13,5 % de Marine Le Pen, en très nette progression par rapport aux 9,4 % de l'extrême droite en 2002, alors même que cette extrême-droite a légèrement reculé au niveau national si l'on cumule les scores Le Pen et Mégret en 2002. On aurait pas d'ailleurs dû être moins surpris : on a un peu oublié depuis que si elle reculait de 9 points au niveau national en 2007, elle ne reculait que de moins de 2 points sur le plateau. Le score de l'extrême-droite sur le plateau devenait ainsi pas si éloigné de son score national : presque 8 % contre un peu plus de 10 %. Ainsi, l'implantation durable du FN était déjà en partie faite, et sa progression 2007-2012 est de ce fait inférieure à la progression nationale (5,8 points contre 7,5 points). Le FN progresse donc de 4 % entre 2002 et 2012. Il progresse dans 103 communes sur 123, de plus de 4 % dans 63 communes et de plus de 8 % dans 22. Avec 13,5 % des suffrages, son implantation est aujourd'hui très significative. Il fait plus de 14 % dans 51 communes (20 seulement en 2002), et surtout il fait plus que la moyenne nationale de 17,9 % dans 24 communes (6 seulement en 2002). Il n'est en dessous de 10 % que dans 31 communes (76 en 2002). Pour la carte, nous avons retenu les paliers de 20 % et de 15 %. L'implantation du FN est particulièrement significative au nord du plateau (sud de la Creuse) ainsi qu'à l'est. Si la gauche a réussi à conquérir sur la droite la quasi totalité de la moitié ouest du plateau et une bonne part du quart sud-est, c'est le FN qui vient concurrencer la droite dans ses zones de prédilection.

Christian Vaillant

La percée du FN dans le Limousin rural

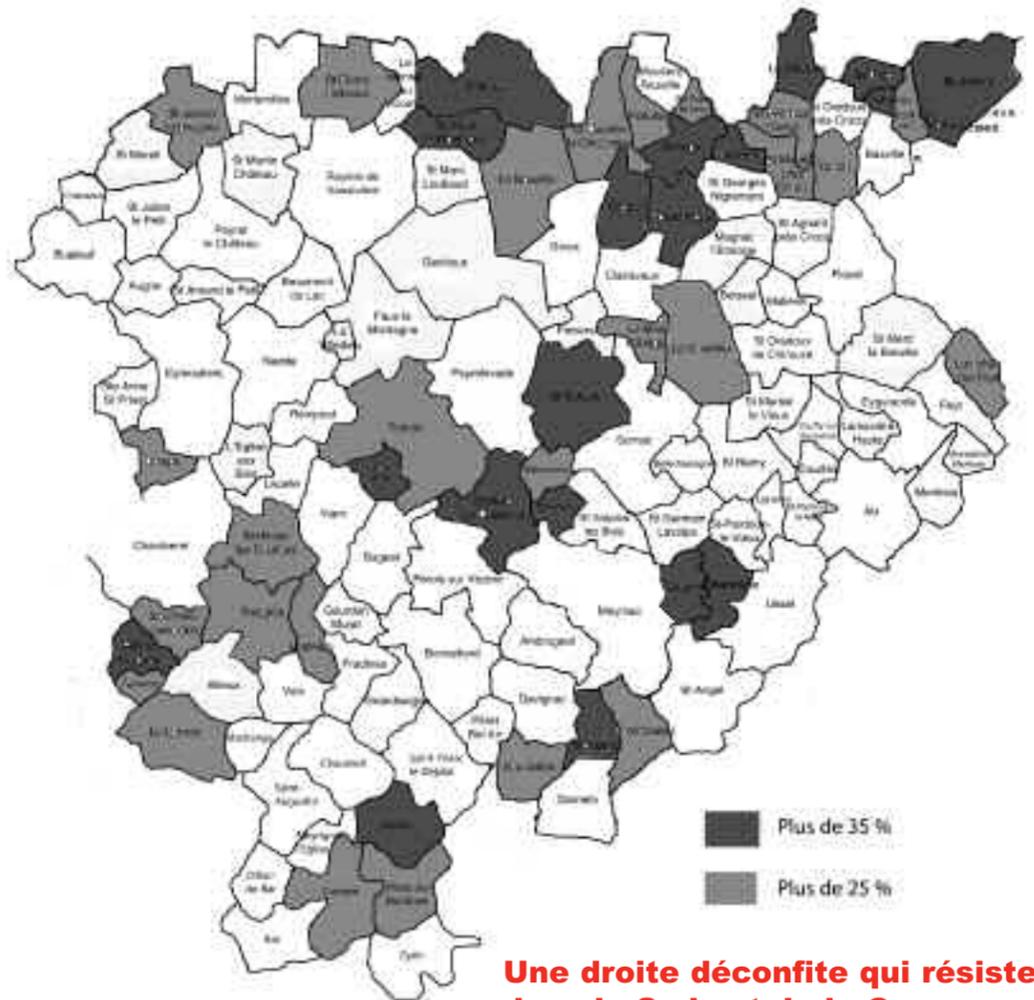
Le scrutin du 22 avril a produit une grosse surprise pour ceux qui s'intéressent au monde rural : la montée du Front national dans des secteurs où il n'y a guère d'immigrés et pas d'insécurité. Voici quelques scores du FN remarquables dans le sud de la Creuse :

- Soubrebost : 37,1% (39 votants, 105 exprimés),
- La Pougé : 29,5% (18/61), Clairavaux : 24,5% (27/110), Pontarion : 23,6% (62/263), St Agnant-près-Crocq : 23,4% (33/141).

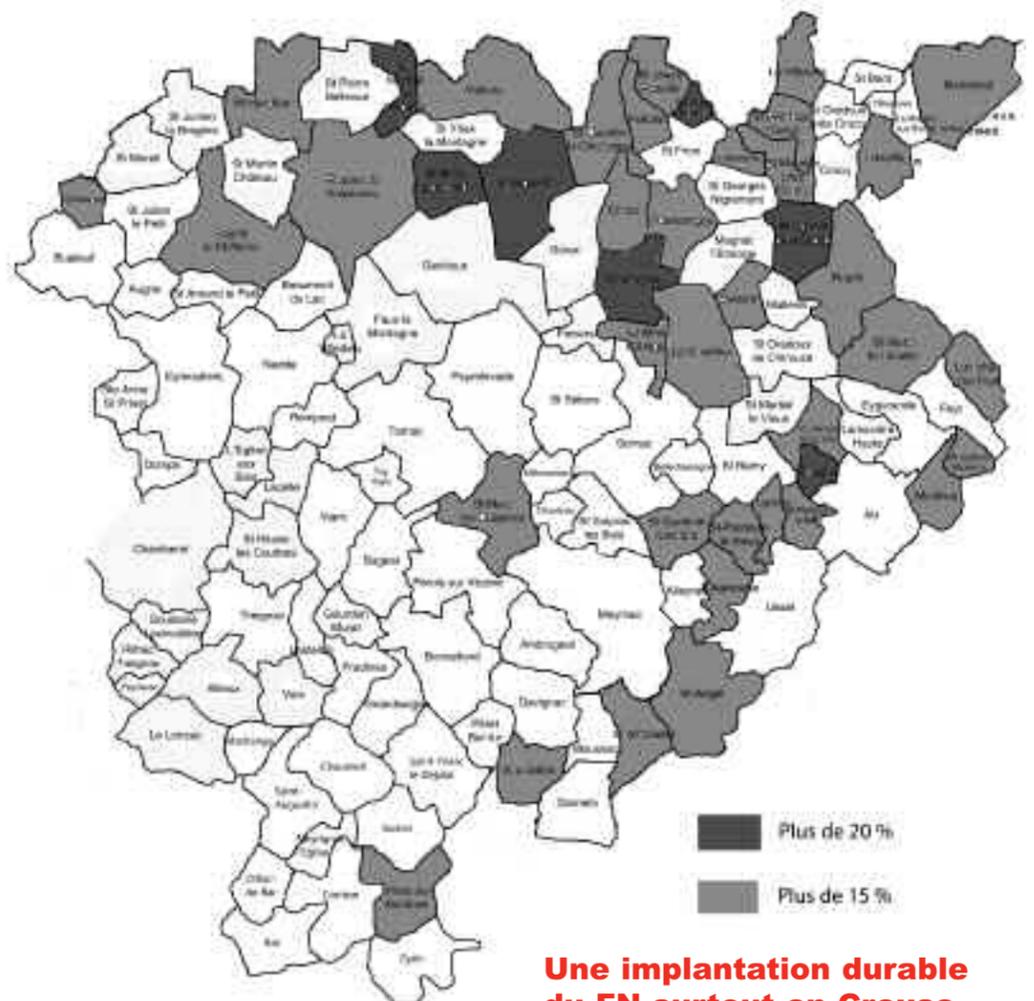
- Faux-Mazuras, St Marc à Loubaud, Monteil-au-Vicomte, Saint-Amand-Jartoudeix et La Nouaille sont toutes à plus de 20%.

Alors qu'au même moment le vote FN a tendance à diminuer dans les banlieues, dans cette Montagne limousine de vieille tradition de gauche, laïque et républicaine, il n'est plus honteux, pour une part de l'électorat, de donner ses voix à l'extrême-droite. Que conclure de ce constat ? D'abord que Marine Le Pen a réussi son pari de dédramatiser le FN. Ensuite que c'est un vote de protestation, de désespoir, qui exprime un sentiment d'abandon. La dégradation des services publics, l'affaiblissement de l'activité économique traditionnelle, les difficultés de l'agriculture profitent plus au FN qu'au Front de Gauche, les deux faisant leurs meilleurs scores dans les bastions traditionnels du communisme rural. Mais, alors que ce dernier exprimait un vote protestataire appelant à la lutte, le vote FN est l'expression d'une colère impuissante et mortifère qui se contente de stigmatiser des boucs-émissaires : immigrés, politiques ("tous pourris"), "élites" diverses... Arracher ces électeurs du FN à leur sentiment d'exclusion politique et sociale nous paraît constituer une priorité pour ceux qui aspirent à un développement de la démocratie.

J.-F. Pressicaud



Une droite déconfite qui résiste dans le Sud-est de la Creuse



Une implantation durable du FN surtout en Creuse

Poussée à gauche sans précédent ou permanence du clientélisme ?

Les scores de la présidentielle analysés ici par Christian Vaillant montrent un mouvement très net vers la gauche. Ce vote massif en faveur du président du conseil général de la Corrèze dénote-t-il une radicalisation idéologique portant les électeurs vers les idéaux progressistes ou traduit-il simplement le pragmatisme de ceux qui, constatant la stature nationale de François Hollande, se rallient à lui en se disant que "ce ne peut qu'être bon pour la Corrèze" ? Il est probable que les deux explications ne sont pas exclusives l'une de l'autre et coexistent avec des incidences variables. Mais on ne peut malgré tout qu'être frappé par la facilité avec laquelle une bonne part de l'électorat radical dévoué à Henri Queuille a ensuite soutenu Jacques Chirac et se retrouve maintenant derrière François Hollande. On peut voir là la permanence d'un rapport à l'élu de type clientéliste : l'électeur est fidèle à une personnalité à qui il apporte son vote et dont il attend en retour un certain nombre de services.

J.-F. Pressicaud

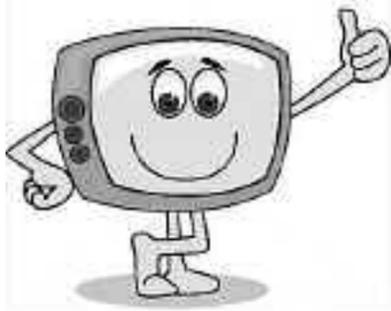


Paul Bury à Eymoutiers

La nouvelle exposition présentée depuis fin mai et durant tout l'été à l'Espace Paul Rebeyrolle d'Eymoutiers est consacrée au sculpteur belge Paul Bury (1922-2005). Surtout connu pour ses reliefs et ses sculptures cinétiques, ainsi que par ses fontaines, il est le maître du mouvement lent : "Il maîtrise le temps dans ses réalisations mobiles qui surprennent à tout moment le visiteur." Et de fait, il faut rester un moment devant chacune de ses œuvres pour découvrir comment elle se meut doucement, comment elle s'agite discrètement et, parfois, se permet même des petites facéties musicales en grattant des cordes tendues. Surtout faites en bois, les sculptures présentées à Eymoutiers ont un aspect très ludique qui séduira largement. On s'amusera aussi des portraits déformés de quelques chefs-d'œuvre de la peinture reconnaissables au premier coup d'œil malgré les distorsions que leur a infligées Bury.

Jusqu'au 30 novembre 2012 à Eymoutiers.

Nouvelles télés en Limousin



Alors que Télélim.TV, une nouvelle chaîne régionale, est en train de se mettre en place sous la direction de Jean-Jacques Lamy, ancien directeur de la chaîne Demain et ancien directeur de cabinet de Robert Savy au Conseil régional, Peuple et Culture Corrèze lance une télé brouette militante.

Il s'agit d'un magazine vidéo réalisé par Peuple et Culture (PEC) qui sera diffusé de la main à la main sous forme de DVD que l'on peut choisir de regarder ensemble, dans un café, une bibliothèque, chez soi avec quelques amis, dans un lieu public. Pour PEC "une télévision ancrée dans le territoire

sur lequel elle travaille, qui s'adresse à ses habitants, non pas à des consommateurs, pour dévoiler un pays vivant, pour aller à la rencontre du mouvement social en Corrèze, donner à voir des tranches de vies rebelles et sensibles, des actions collectives et solidaires, des expériences alternatives qui donnent envie de se mettre en mouvement."

Millenium (pas le film, la collégiale !)



Des épées fichées en terre éparpillées dans Eymoutiers ont déjà dû attirer votre œil : Eymoutiers cet été, à défaut d'avoir été révolutionnaire l'an passé, sera médiévale cette année ! Gros programme en effet pour fêter les mille ans de la collégiale. Concert de piano avec Charles Dumont le 6 juillet et Marc-Henri Lamande le 10 août, soirée "DJ 1000 ans" le 7 juillet, chœurs grégoriens le 14 août, grosse fête médiévale les 11 et 12 août, et ce n'est qu'un bref aperçu des festivités. Un site a été créé pour l'occasion : www.eymoutiers-1000ans.com

La bouse ou la vie

C'est sous ce titre un brin provocant (et condescendant diront les Creusois outragés) qu'est paru dans *Technikart* du mois de mai, un article consacré à Guéret : "Enterrée dans le Limousin, Guéret est une ville quasi morte où il n'y a pas de fac, ni de Fnac, ni de Frac, mais des ploucs, des viocs, des bovins en surnombre et... des jeunes qui, malgré tout, n'ont pas toujours mauvais goût." L'article bien sûr a fait réagir dans la presse locale et jusqu'au député. Il est vrai que le ton était plutôt navrant, mais tout n'y était certainement pas faux, les caricatures les plus grossières ont toujours un petit air de

ressemblance. Mais ça ne valait sûrement pas une levée de bouclier (il faut ajouter que l'article est écrit pour ne pas apprendre grand-chose... Genre micro-trottoir sur papier). Certains l'ont pris avec humour : "D'abord y'a que les limougeaudois qui ont le droit de traiter les Creusois de bouseux ! D'accord ?! Parce que pour les Creusois la capitale c'est... Limoges." Une autre blogueuse en profitait pour une petite leçon d'histoire : "Les "ploucs" ont toujours été victimes des préjugés solides de la part de nos amis de la "grande" ville. Alors jalousie, incompréhension, frustration... personne ne connaît réellement leurs motivations. En revanche, une chose est sûre, bon nombre de citadins et notamment parisiens sont de bons vieux Creusois, issus de ces familles de "bouseux à casquette et à bretelles", venus bâtir Paris au péril de leur vie."

Un nouveau resto dans le coin !



Le restaurant "La cave de Rempnat", qui avait été repris pendant une année, a cessé son activité au mois de mai. La mairie, propriétaire des lieux, a lancé un appel à projet croisant les dimensions culinaires qui ont fait la réputation de l'endroit mais aussi des dimensions culturelles et sociales. C'est un défi que Clément Pichot et Guillaume Codet ont bien envie de relever.

Afin que toutes les dimensions soient réunies et qu'un nombre plus important de personnes puissent y être associé, un montage associatif est en réflexion. Pour profiter aussi de la saison estivale, l'activité bar-restaurant démarrera dès le vendredi 29 Juin.

Le bar-restaurant sera ouvert les mercredi, jeudi et vendredi soirs à partir de 16 heures, et les samedi et dimanche, à partir de 11 heures. L'idée est de travailler des produits frais, plutôt locaux et bien sûr de saison. L'ambiance, comme la cuisine, sera familiale, les vins plutôt "nature". Une ardoise changeante, un truc simple, mais qu'on espère de bon goût, une nouvelle enseigne à découvrir très bientôt...

A noter : le Jeudi 5 juillet, inauguration

festive du bar-resto à partir de 18 h, apéritif, tartinades et soupe offerts; le tout en musique (exceptionnellement, pas de service restaurant ce soir-là). Nous lançons dès à présent un appel à souscription pour aider au démarrage de l'activité : sur un principe simple, nous vous proposons un remboursement en nature du montant de votre soutien financier (que vous pourrez venir consommer à partir du 15 septembre, pour des questions de trésorerie).

Pour plus d'infos, contactez-nous au 05 55 77 00 42 ou à l'adresse souscription.rempnat@gmail.com

St Quentin la Chabanne chante pour défendre son école

A St Quentin la Chabanne (354 habitants), la baisse d'effectif prévue à la rentrée 2012 ne représente que 3 élèves. Pourtant c'est 1 poste de professeur des écoles qui sera supprimé. Or ce poste ne rentre pas dans les catégories énumérées par le nouveau ministre de l'Education nationale pour éviter sa disparition. C'est pourquoi les parents de St Quentin continuent de se mobiliser contre cette suppression afin d'éviter la fermeture à terme de leur école : "Nous envoyons des cartes avec photos et messages chaque semaine auprès des responsables de l'Education nationale et des élus et une chanson a été écrite et enregistrée avec parents et enfants, que nous essayons de diffuser sur les ondes."

Pour soutenir l'école de St Quentin : sosecole.stquentinlachabanne@gmail.com. Pour écouter la chanson de l'école <http://www.youtube.com/watch?v=dkkYDUrQgsg>

Folie ! Les mots

Nouvième édition des rencontres festives autour des mots à Faux la Montagne, les 22, 23 et 24 juillet. Comme tous les ans le festival proposera lectures, rencontres et théâtre dans les jardins des habitants du bourg, avec cette année une performance annoncée : une lecture non-stop pendant 60 heures d'un chef-d'œuvre de la littérature... Programme bientôt en ligne sur <http://folielesmots.free.fr>

Jacques Ellul : cent ans, et toujours actuel !

Qui d'entre nous n'a pas, un jour ou l'autre, entendu affirmer haut et fort que "la technique n'est ni bonne ni mauvaise, elle est neutre, c'est l'usage qu'on en fait qui détermine si elle est bénéfique ou néfaste." Cette remarque, qui se veut de bon sens, et qui semble frappée du sceau de l'évidence, peut s'appliquer aussi bien à la télévision, à l'ordinateur, au nucléaire, au management qu'à l'automobile ou aux tests psychotechniques... la liste est loin d'être close. Et pourtant, croire à la neutralité de la technique est une erreur profonde. C'est ce qu'a montré Jacques Ellul (1912-1994) dès 1954 dans *La technique ou l'enjeu du siècle*. L'analyse critique de la technique qui constituait le cœur de cet ouvrage n'a pas eue, au moment de sa parution, l'écho qu'elle aurait dû recevoir, surtout en France où un marxisme souvent schématique dominait à l'Université et un modernisme techno-industriel et scientifique, idolâtrant le progrès, triomphait dans la société ("Les trente glorieuses"). Jacques Ellul, qui a effectué toute sa carrière comme professeur de droit

et de science politique à l'Université de Bordeaux (Faculté de droit et Institut d'études politiques) est l'auteur d'une œuvre considérable qualitativement et quantitativement (58 livres !) avec deux versants bien distincts, l'un sociologique et l'autre théologique. Pour ceux qui ne se sentent pas concernés par le protestantisme d'Ellul, il est tout à fait possible de s'intéresser seulement au premier volet de son œuvre. Ils y trouveront une analyse de la société moderne qui a servi de base pour le développement de la pensée écologiste, même si la référence à Ellul n'a pas toujours été explicite et a même souvent été omise. Cet oubli ne fut pas le fait d'Ivan Illich qui, présent à Bordeaux six mois avant le décès d'Ellul, pour participer à un colloque sur le thème "Technique et société dans l'œuvre de Jacques Ellul", s'était adressé à celui-ci en le qualifiant de "mon maître Jacques". À l'occasion du centenaire de la naissance d'Ellul, deux rencontres ont eu lieu à Bordeaux (le 12 mai, une journée de conférences sous le titre "Héritier d'Ellul" et les 7, 8 et 9 juin, un colloque international et interdis-

ciplinaire sur le thème "Comment peut-on (encore) être ellulien au XXIème siècle ?") Ces deux manifestations ont souligné l'actualité de la pensée de Jacques Ellul et contribué à accroître son influence.

Jean-François Pressicaud

Deux ouvrages récemment parus constituent une excellente introduction à cette œuvre multiforme et pénétrante : Jean-Luc Porquet : *Jacques Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu : vache folle, O.G.M., nucléaire, propagande, terrorisme...* Paris, le Cherche Midi (collection documents), 1ère édition 2003, 2nde édition (revue et augmentée) 2012 et Frédéric Rognon : *Généralisations Ellul, soixante héritiers de la pensée de Jacques Ellul*, éditions Labor et Fides, 2012.

1 666 km² de forêts... mais plus de feuillus en 2050 ?

Encore un dossier sur la forêt dans IPNS ? Quand plus de la moitié du territoire du plateau est forestier cela n'a rien d'étonnant. Ce qui nous a amené dans ce numéro à revenir sur un sujet que nous traitons régulièrement dans ces colonnes, c'est une étude qui montre qu'au rythme actuel d'exploitation des bois, il n'y aura plus sur le plateau, dans quelques dizaines d'années, de feuillus ! Mais au-delà de ce document dont nous publions ici l'essentiel des conclusions, nous avons profité de ce dossier pour faire le tour des acteurs qui interviennent dans la gestion forestière du plateau et nous poser la question du sens des mots. Devons-nous parler de forêt ou de plantations ? De sylviculture ou de ligniculture ? Les mots ne sont pas innocents. Commençons donc par eux.

Vous avez dit "forêt" ?

Revenir sur les termes employés pour parler de la forêt peut aider à comprendre le hiatus qui empêche un dialogue pertinent sur la gestion des forêts du plateau.

Qu'y a-t-il derrière le terme de "forêt" ?

Le terme de "forêt" est très commun, et tout le monde sait ce qu'il signifie... Une grande étendue couverte d'arbres, ou l'ensemble des arbres qui la couvrent (Larousse, 2006). Toutefois, cette définition littérale occulte les aspects culturels de la perception de la forêt : quelle image mentale nous représentons-nous lorsqu'est évoqué le terme de « forêt » ?

Le mot pourrait avoir différentes origines : la plus avancée est le latin *forestris* (Larousse, 2006), signifiant "qui dépend de la justice royale" (A. Corvol, *L'Arbre en Occident*, Fayard, 2009). D'autres avancent la racine latine ayant donné *fuori* en italien et *fuera* en espagnol, c'est-à-dire l'extérieur, le dehors (F. Terrasson, *La Civilisation anti-nature*, Sang de la Terre, 2008).

On distingue dans cette étymologie deux perceptions opposées : d'un côté un environnement exploitable dont la jouissance des ressources (chasse, bois d'œuvre et de chauffage) est contrôlée et gérée (par l'aristocratie...) ; de l'autre côté, un milieu de nature sauvage (la sylve : forêt naturelle) opposé aux enceintes civilisées des bourgs et hameaux (des gueux...). Cette dichotomie ancienne reste présente dans les débats contemporains.

La forêt, un milieu de nature ?

Cette approche semble prédominer, en tous cas chez les personnes qui ne vivent pas directement de la forêt. Nombreux sont ceux pour qui "forêt" renvoie à nature, animaux sauvages et champignons, que ce soit avec un regard romantique (les forêts enchantées), superstitieux (les forêts hantées), ou... naturaliste (les ZNIEFF) ! Dans tous ces cas, la forêt est un milieu autre que celui des hommes, celui de la nature (perçue comme bonne, cruelle ou neutre), qui vit hors de la présence des hommes, et dans laquelle on perd nos repères sociaux en ne trouvant plus trace de l'activité humaine. La littérature abonde de ce type de descriptions.

Certes, des forêts (ou même n'importe quel type de milieu) exemptes de l'empreinte humaine sont maintenant extrêmement rares. On se contente d'une absence des principales marques de la civilisation (perspectives géométriques, uniformité...). Mais l'idée de naturel, de spontané, est bien là, malgré tout.

Sylviculture ou ligniculture ?

Ou plutôt : un milieu naturel ou un milieu de production ?

Bien sûr, il existe quelques belles forêts "naturelles" sur le plateau. Mais ce sont les modèles de sylviculture intensive qui soulèvent le débat entre la filière sylvicole et des habitants du territoire.



D'ailleurs, le terme de "sylviculture" n'est-il peut-être pas le plus adapté ? Ce terme signifierait "culture des forêts naturelles". En revenant brièvement sur l'historique paysager du territoire, on cerne le hiatus: il n'y avait pas d'arbres au début du XXe siècle sur le plateau. Les forêts présentes proviennent en grande majorité de plantations (et dans quelques cas d'une recolonisation spontanée des milieux non exploités). Or la difficulté est bien là,

comment créer une forêt naturelle, comment construire de la nature, comment construire sciemment du spontané ? On peut certes faire semblant, mais il est en toute logique paradoxal de tenter de créer de main d'homme un objet ne portant pas ses traces...

Donc les forêts d'exploitation sont des milieux anthropiques, créés de toutes pièces (ou presque) par l'homme,

dans une finalité bien précise : produire du bois. Celui-ci étant constitué en grande partie de lignine (fibres résistantes du bois), on pourrait appeler ce modèle "ligniculture" (bien que la papeterie recherche de la cellulose...), dont le sens serait plus proche de la réalité.

Faire évoluer les pratiques de production

En comprenant que les forêts de production du plateau sont la manifestation d'une ligniculture, c'est-à-dire d'une "agriculture" du bois, on peut recentrer le débat sur des arguments opposables. Il est peu réaliste de demander de la « nature » dans des parcelles créées dans l'objectif de production d'un matériau nécessaire aux activités humaines et de valeur économique ("nature" étant

utilisé ici en terme de "milieu spontané", et non pas bien sûr en terme de colonisation spontanée de ce "milieu artificiel" par une certaine biodiversité !). M. Cointat, ministre de l'Agriculture en 1971-1972, déclarait : "La forêt doit se traiter comme un champ de tomates ou de petits pois."

Toutefois, en reconnaissant la nécessité de cette fonction de production, il est légitime de questionner les pratiques mises en œuvre pour atteindre cet objectif. Comme l'agriculture, la ligniculture est une activité impactante sur le territoire, que ce soit en termes de paysage (enfermement), d'impact de qualité des eaux (nitrates, pesticides), de structure des sols (érosion, tassement) et de fertilité (exportation de carbone et de minéraux, altération des conditions physico-chimiques), de biodiversité, de lien social au territoire... Et comme en agriculture, un débat citoyen doit permettre de faire évoluer progressivement les pratiques de production. Un jour peut-être une ligniculture bio ?

Au-delà de la plaisanterie, il est de l'intérêt général de construire des systèmes de production qui soient à la fois viables, vivables et à faible impact sur l'environnement. Des systèmes de production – donc anthropisés, mais fonctionnant sur le mode d'un écosystème naturel : respect des cycles de matières et d'énergie (maintien de la fertilité physique, chimique et biologique des sols sans apports de fertilisants), autorégulation et résilience (régénération naturelle, résistance aux aléas biologiques), adaptabilité (aux changements climatiques). De la "sylviculture" ? Et en parallèle protéger les milieux de nature encore existants...

Gaël Delacour

Vers la fin des feuillus sur le plateau...

Quelle est l'avenir de la ressource forestière sur le plateau ? Deux études soulèvent clairement le problème. Au niveau régional une étude prospective à l'horizon 2020 et, à un niveau plus local, un plan d'approvisionnement territorial.

Pour bien gérer la forêt et les produits qu'on en tire, la connaissance de la ressource est un préalable indispensable. Surtout si la demande s'accroît et si des projets nouveaux sont envisagés qui réclameront dans l'avenir des volumes importants de bois. C'est ce qui se passe depuis plusieurs années, en particulier en Limousin, avec d'assez nombreux projets de chaufferies bois. À l'heure où le prix du pétrole explose et où l'on sait que cette énergie sera un jour épuisée, on se retourne en effet vers les énergies renouvelables. Le bois est l'une d'entre elles, tout à fait pertinente dans une région forestière comme la nôtre, pour répondre à nos besoins en chauffage. C'est dans le cadre d'un accord national entre l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et la FNCofor (Fédération nationale des communes forestières), accord signé afin de développer 1000 chaufferies bois de 2007 à 2012 dans les communes rurales, qu'a été lancé sur les territoires du parc naturel régional et de la communauté de communes de Bourgneuf – Royère de Vassivière, un PAT, entendez : un Plan d'approvisionnement territorial.

Épatant le PAT !

Pour savoir ce qu'est un PAT, il suffit de se rendre sur le site Internet du Parc naturel régional qui explique très bien de quoi il en retourne : "Le PAT, est un outil permettant d'identifier au niveau du territoire : la disponibilité en volume de la ressource bois énergie, sa localisation géographique, ses coûts de mobilisation, le positionnement optimal des plates-formes, les hangars de stockage, la consommation sur le territoire, le nombre de chaufferies, la situation, le volume consommé... (...) En parallèle du PAT "bois énergie", un PAT "bois d'œuvre" est expérimenté sur notre territoire. Il permettra d'estimer le bois d'œuvre par type de produits et par essences (potentiel de consommation des entreprises de première transformation, taux de valorisation du bois d'œuvre...) et d'avoir un outil structurant pour la filière bois." Bref le PAT est un outil opérationnel qui permet de dire quelle est la ressource du territoire, et d'aider ainsi les élus et décideurs à définir les équipements nécessaires en mettant en parallèle consommation et ressource mobilisable. Un outil épatant donc.

Une étude pour "rassurer"

La communauté de communes de Bourgneuf – Royère a signé la convention pour l'élaboration de ce PAT le 29 septembre 2010. Dans sa délibération, elle explique très clairement l'enjeu de cette étude : "Cette démarche fait suite à de vives inquiétudes exprimées sur le devenir de la ressource forestière sur le territoire et plus spécifiquement à des demandes pour connaître le potentiel de ressources réellement mobilisables en fonction des utilisations actuelles et des utilisations souhaitées." Même son de cloche du côté du PNR : "Cet outil de connaissance a vocation notamment à rassurer les porteurs de projets et à intégrer les initiatives locales dans une vision territoriale durable." Rassurer, vives inquiétudes... Face à ceux qui craignent que les projets de chaufferies, et pire, les projets de production d'électricité à partir du bois énergie, ne viennent surexploiter la ressource forestière, tout l'enjeu de l'étude serait donc de démontrer que la ressource n'est pas menacée. En effet, il suffit de se balader sur le plateau pour voir le nombre de coupes rases qui depuis plusieurs années se multiplient à vitesse grand V. Les professionnels de la forêt parlent d'une "vraie décapitalisation" et se demandent si dans quelques dizaines d'années la ressource sera encore là...

Une étude bloquée

Le 30 novembre 2010, le comité de pilotage du PAT se retrouve à Eymoutiers pour une première réunion. On lui présente entre autres le budget prévisionnel de l'étude (114 800 €) et le calendrier de réalisation qui annonce pour juin 2011 le rendu des résultats. Et de fait, en juin, les résultats sont présentés au comité de pilotage. Aux personnes qui n'en font pas partie mais qui s'intéressent à la question, on annonce une publication imminente de l'étude... pour septembre 2011. Mais ni en septembre, ni dans les mois qui suivent, le PAT n'est rendu public... Depuis un an donc, les

données de l'étude restent bloquées. La raison en est simple : les résultats ne sont pas du tout "rassurants" et risquent de donner de l'eau aux "vives inquiétudes exprimées sur le devenir de la ressource." Cela est particulièrement vrai pour le feuillu. IPNS, qui s'est procuré le document présenté en juin 2011, après avoir attendu en vain sa publication officielle pendant un an, a donc décidé de présenter la donnée essentielle de ce PAT (voir ci-contre).

Les pieds dans le PAT

Mais depuis un an que les données sont connues, pourquoi ce silence ? Les résultats n'étant pas ceux attendus, le comité de pilotage a d'abord pensé que les données avaient été mal traitées et que suite à diverses erreurs techniques les résultats étaient erronés. On a donc pris le temps de vérifier les calculs et de revoir si un biais aurait pu altérer le résultat... Manifestement il n'y avait pas d'erreur de ce côté-ci. On a donc émis l'hypothèse que les données recueillies pour le PAT étaient insuffisantes ou pas représentatives et il a été décidé de les réétudier en les comparant avec les données classiques de l'IFN (Institut forestier national). Là encore, rien qui ne venait infirmer de manière sérieuse les premiers résultats du PAT... On n'avait pas fait d'erreur de placettes (des parcelles de référence où des opérateurs vont sur place faire des relevés et des mesures) ; on n'avait pas fait d'erreur sur les "tarifs de cubage" (ces grilles de coefficients qui permettent de calculer les volumes de bois disponibles). Alors, allait-on valider l'étude ?

“ Oui, sur le plateau, on est en train de bouffer notre capital feuillus ”

En février dernier, suite à une réunion technique du comité de suivi, il était pourtant décidé de repousser encore cette validation. Décidément il fallait en avoir le cœur net et l'Urcofor (Union régionale des communes forestières du Limousin), qui pilote le travail, a décidé de commander une vérification supplémentaire à partir de données plus récentes, et semble-t-il plus fiables, de l'IFN. Aux dernières nouvelles, ces données confirmeraient dans leurs grandes lignes les résultats initiaux du PAT. Oui, sur le plateau, on est en train de bouffer notre capital feuillus !

Une vérité régionale

Une autre étude, réalisée pour le conseil régional et les services de l'État en région par le cabinet Ernst & Young (1) confirme par ailleurs que le problème est régional et ne concerne pas que le territoire du parc. Parmi les "dix points clés de la compétitivité de la filière bois du Limousin" l'étude signale le "faible taux de reboisement". Des indices clairs le confirment. Si l'on compare les périodes 1989-1999 et 2000-2010, on constate une baisse de 21 % des surfaces reboisées aidées en Limousin. Le problème concerne autant les feuillus que les résineux : ainsi on constate en quinze ans une diminution de 30 000 hectares de surfaces de résineux, du fait du non reboisement. Pour ce qui concerne le feuillu l'étude note qu'on se dirige "vers une rareté de la matière première"... et Ernst & Young poursuit, toujours à propos des feuillus : "Les volumes vendus par les coopératives et les experts forestiers ont été divisés par deux en 15 ans, d'où l'expression "on manque de matières". Le volume de bonne et moyenne qualité se restreint." Plus grave, personne ne sait trop où l'on va. Les données sur la ressource mobilisable sont jugées insuffisantes ou peu crédibles : "Au regard des acteurs de la scierie feuillu, les données de l'Institut forestier national sont peu fiables" indique l'étude qui cite par ailleurs un acteur de la filière : "On n'a aucune vision de l'approvisionnement, ce qui ne permet pas le dimensionnement de nouveaux projets au sein de la filière feuillu." C'était justement tout l'intérêt des PAT (autre celui du plateau, un autre est en cours en Corrèze) de donner cette vision de l'approvisionnement. Sauf que pour ce qui concerne le plateau, la tendance est bien vers la confirmation de la diminution de la ressource...

Un avenir sans feuillus

Constatant la baisse sensible du reboisement, l'étude d'Ernst & Young constate qu'il n'existe pas de statistiques de reboisement après récolte et décrit ainsi le massif forestier limousin : "Un massif qui diminue en terme sa production, et qui ne profite que dans une moindre mesure des progrès variétaux et de l'adaptation des essences aux marchés de demain." Au-delà, on peut aussi s'inquiéter du fait que l'essentiel du reboisement aujourd'hui sur le plateau se fait en douglas (90 % des plantations). Devant ce double phénomène : diminution continue des feuillus et accentuation de la monoculture de douglas (ce que Gaël Delacour dans son article page 10 appelle "la futaie régulière monospécifique"), on irait donc vers un plateau aux essences forestières de moins en moins diversifiées, et vers une ligniculture de plus en plus généralisée... Beau programme !

Michel Lulek

(1) Ernst & Young – Étude évaluative et prospective pour un positionnement stratégique de la filière bois en Limousin (octobre 2011).



Fête de la forêt

Les samedi 7 et dimanche 8 juillet, aura lieu la 3ème Fête de la forêt sur la commune de Royère de Vassivière, au lieu-dit Arfeuille, au cœur d'une vaste propriété boisée agrémentée d'un étang. Cette manifestation est organisée par le groupement de développement forestier du plateau de Millevaches et la communauté de communes de Bourgneuf-Royère de Vassivière. Démonstrations de matériel, nombreux stands et animations diverses sont prévus. Cette "fête de la forêt" sera en outre ponctuée de deux moments forts : une vente groupée de bois par soumission, ouverte au grand public, et un colloque sur le changement climatique et ses conséquences sur la sylviculture en Limousin.

En savoir plus : www.foretriveelimousine.fr

Portes ouvertes à Ambiance bois



AB
AMBIANCE BOIS

Journées portes ouvertes à Ambiance Bois le samedi 30 juin de 9 h à 18 h. Visites toutes les heures de 10 h à 17 h.

Ventes de produits économiques.

23340 Faux la Montagne
ambiance-bois.com

Que dit le PAT ?

Les chiffres qui annoncent la fin des feuillus sur le plateau

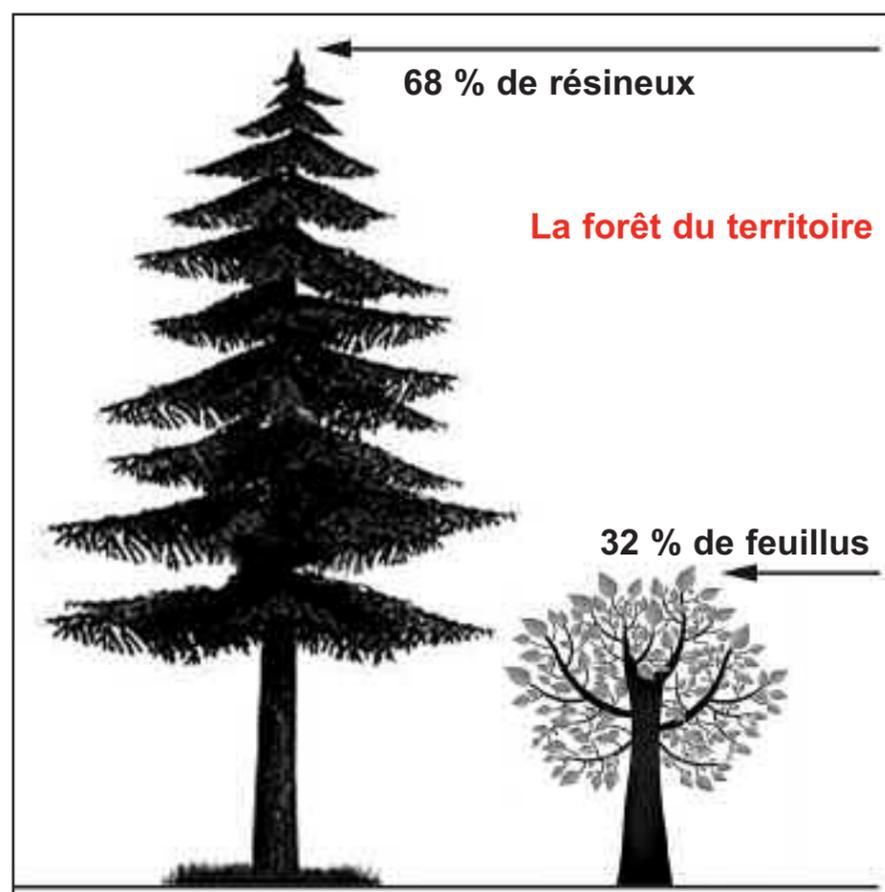
La zone concernée

Rappelons que les données étudiées dans l'enquête PAT concernent les territoires du Parc naturel régional et de la communauté de communes de Bourgneuf - Royère de Vassivière.



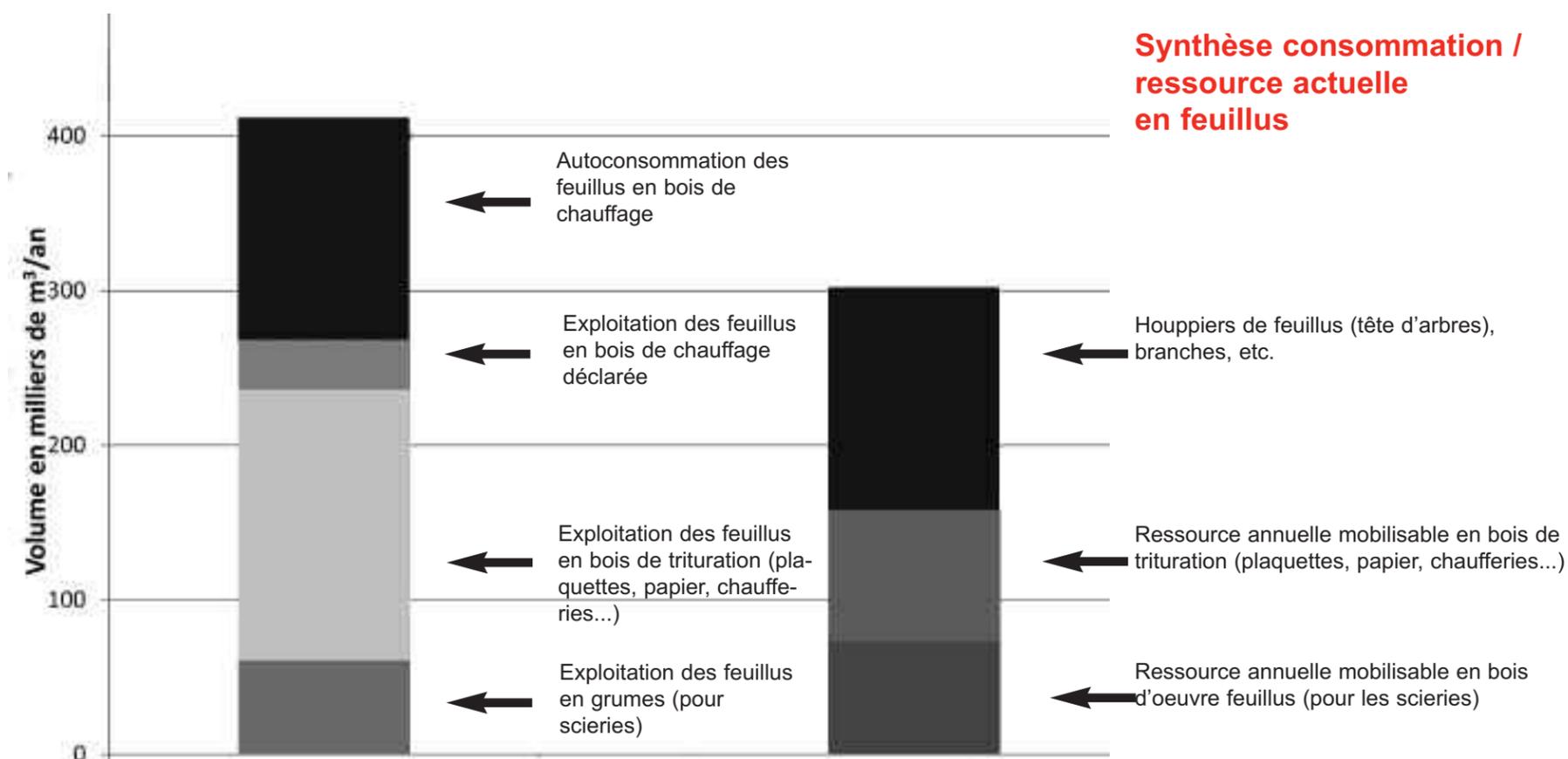
Résineux et feuillus

La forêt du territoire étudié dans le PAT recouvre 184 000 hectares. Cela représente un capital sur pied de 19 600 000 m³ de résineux et 9 300 000 m³ de feuillus.



Vers la fin des feuillus

Ce graphique compare la consommation annuelle des bois feuillus issus du territoire et la ressource annuelle mobilisable. Comme on le voit, la consommation annuelle est de 420 000 m³ alors que la ressource annuelle est évaluée à 300 000 m³. Une simple petite soustraction fait donc apparaître un déficit annuel de 120 000 m³. A ce train là, la ressource feuillue du plateau est logiquement appelée à diminuer... et à terme à disparaître !



Une com' qui se plante !

Les organisateurs de la Fête de la forêt qui aura lieu en juillet à Royère ne pourront sans doute jamais comprendre les personnes qui critiquent la ligniculture et appellent de leurs vœux une forêt mélangée, jardinée et qui se régénère spontanément. La preuve en regardant le somptueux dépliant destiné à présenter leur manifestation. Pour montrer que la forêt est un lieu de loisirs et de détente, ils ont choisi une photo qu'IPNS aurait pu

aussi choisir... mais pour démontrer tout le contraire : la forêt anonyme, froide, industrielle, celle qui vous fait fuir plutôt que celle qui vous attire. On y voit deux gamins jouant dans une plantation des plus sinistres, sans sous-bois, sans mousses, sans buissons pour se cacher, sans abris pour construire des cabanes, sans branches pour escalader les arbres, sans verdure pour s'allonger, sans mystère et sans beauté... Le rêve de la forêt de demain sur le plateau ?



Acteurs de la forêt qui gère les forêts du plateau ?

Le Plateau est un territoire forestier : 1 666 km² de forêts, soit 53 % de sa superficie (chiffres issus de la charte forestière 2010 du parc naturel régional). Il est assez aisé de constater que la gestion de cette forêt est hétérogène : des parcelles de feuillus ou de résineux diversifiées en essences et en âge, jouxtent des « champs » (c'est à dire des futaies régulières monospécifiques, soit une essence unique avec des individus du même âge) de douglas (21,2 %) ou d'épicéa (15,7 %). Ce constat est lié au fait que de nombreux acteurs, aux intérêts pas nécessairement convergents, possèdent et gèrent ce patrimoine. Tour d'horizon de ces gestionnaires de la forêt qui interviennent sur le plateau.

Les forêts publiques

Seules 12,5 % des forêts du territoire sont publiques : domaniales, communales et sectionales.

L'Office national des forêts (ONF)

L'ONF (www.onf.fr) est un office public, créé en 1964 (en succession partielle de l'Administration des Eaux et forêts créée en 1291 !) dont le rôle est d'assurer la gestion des forêts publiques. Au moment de sa création, Edgar Pisani, alors ministre de l'Agriculture, déclarait que l'ONF est "un outil à disposition d'une industrie qui a besoin de ses produits". La loi d'orientation forestière de 2001 a élargi les missions de l'ONF, au-delà de la production de bois, à l'accueil du public et à la protection du territoire et de la forêt. Depuis 2010, le président du conseil d'administration de l'ONF est Hervé Gaymard. La forêt du plateau dépend de l'ONF Centre-Ouest-Auvergne-Limousin, couvrant la Bretagne, le Centre, les Pays-de-la-Loire, le Poitou-Charentes, l'Auvergne et le Limousin.

Les forêts domaniales

Les forêts domaniales sont la propriété de l'État. Elles relèvent le plus souvent du ministère de l'Agriculture. Dans certains cas, elles peuvent dépendre d'autres ministères, comme le camp de La Courtine, dépendant du ministère des armées. Dans ces forêts, l'ONF définit seul les orientations stratégiques et met en œuvre l'intégralité du processus de gestion et d'exploitation de la forêt.

Les forêts communales et sectionales

Les communes peuvent être propriétaires des forêts présentes sur leur territoire. Certaines forêts peuvent être la propriété des sections de communes. Selon le Code général des collectivités territoriales (articles L2411-1 et suivants), "constitue une section de commune toute partie d'une commune possédant à titre permanent et exclusif des biens ou des droits distincts de ceux de la commune". Les sections ont pour vocation la gestion des biens sectionaux, patrimoine collectif des habitants de la section, qui ont la jouissance des biens dont les fruits sont perçus en nature (affouage, cueillette). Ces forêts communales et sectionales peuvent être regroupées dans des groupements syndicaux forestiers (GSF). Selon le Code forestier (article L148-13 et suivants), les GSF sont des établissements publics à caractère administratif, regroupant des personnes morales propriétaires de forêts, dans l'objectif de gérer et d'améliorer la rentabilité de ces forêts. La propriété de ces forêts est transférée au GSF.

Le plus souvent, l'ONF apporte une expertise aux élus pour définir les orientations de gestion de ces forêts. La définition de ces orientations reste

théoriquement de l'entière compétence des élus, l'ONF n'assurant que la mise en œuvre de ces choix stratégiques. Cependant, un texte officiel permet aux institutions de déléguer la gestion de leur forêt à des prestataires privés.

Les forêts privées

87,5 % des forêts du plateau appartiennent à environ 20 000 propriétaires privés, dont un tiers non résidents sur le territoire et un tiers en dehors de la région. Les deux tiers de ces propriétés ont une surface inférieure à 4 hectares, mais en parallèle, de très grandes parcelles sont rachetées par des groupes financiers (banques, assurances...) - avec un objectif d'exonération fiscale ou d'anticipation sur le marché des crédits carbone ? Trois coopératives forestières sont présentes sur le plateau, et gèrent la grande majorité du patrimoine forestier privé. Elles proposent une prestation globale aux propriétaires, incluant gestion des parcelles, travaux de sylviculture et commercialisation.

Unisylva

Unisylva (www.unisylva.fr) est une "coopérative forestière créée et gérée par les propriétaires". Basée à Limoges, elle est issue de la fusion en 2004 de six coopératives (Copafor, Coopérative forestière du Centre, Coopérative de Décize, Gedef, Geprobois et Sylvaubois). Ses principaux domaines d'action sont l'exploitation du chêne (43 % du volume commercialisé) et des résineux (52 %). Elle représente "la plus grande réserve de douglas de toute la France". Présente dans quatre régions (Auvergne, Bourgogne, Centre et Limousin), elle regroupe 10 500 adhérents, représentant 350 000 ha de forêts, dont 150 000 ha sous "gestion durable". Unisylva est labellisée ISO 14001 et PEFC. Le bois est commercialisé en France, Belgique, Italie et Espagne. Son chiffre d'affaire est de 40 millions d'euros. Le président de la coopérative est Georges de Montlaur et la présidente pour la région limousine est Chantal Dupré-Zakarian.

Coopérative Forestière Bourgogne Limousin (CFBL)

La CFBL (www.cfbl.fr) est une coopérative de propriétaires forestiers créée en 2003 suite à la fusion de la CFL en Limousin-Auvergne et de l'UFOB en Bourgogne. Elle travaille essentiellement sur deux essences : le douglas et le chêne. Elle est présente principalement dans les régions Auvergne, Bourgogne et Limousin, ainsi que dans quelques départements limitro-



phes ; elle regroupe 10 000 adhérents, représentant une surface de 88 000 ha de forêts. En 2010, la CFBL a commercialisé 614 000 m³ de bois, pour un chiffre d'affaire de 28 millions d'euros. La CFBL a créé deux filiales : B.BAL, qui développe les granulés de bois, et MECAFOR, société d'abattage mécanisé (rachetée en intégralité en 2007). Elle détient par ailleurs – ainsi qu'Unisylva

– des parts dans la société FSA (Forêt et sciages d'Autun), spécialisée dans le douglas. Son président est Yves Rambaud, propriétaire de forêts en Corrèze et en Haute-Vienne,

aujourd'hui retraité, après une carrière dans des fonctions marketing et commerciale (Procter & Gamble France) et de direction générale (ICI Paints France).

Coopérative Agricole et Forestière Sud-Atlantique (Cafsa)

La Cafsa (www.cafsa.fr) se présente comme la coopérative forestière "leader européen de la sylviculture". Elle est implantée dans quatre régions : Aquitaine, Poitou-Charentes, Limousin et Midi-Pyrénées. Elle regroupe plus de 30 000 adhérents, représentant une surface forestière de 800 000 ha. En 2009, la Cafsa a commercialisé 2 millions de tonnes de bois, pour un chiffre d'affaire de 90 millions d'euros. Elle possède trois filiales : Forelite, spécialisée dans la production de graines et de plants forestiers, S.DIGIT, spécialisée dans les systèmes d'information géographique (SIG), et Bois et Forêts Sud-Atlantique, spécialisée dans l'exploitation forestière et le négoce des grumes.

Depuis la fusion avec Cofogar et Forestarn, la Cafsa est devenue le plus grand groupe forestier de France (représentant 60 % des volumes de bois commercialisés par la coopération forestière française) et d'Europe. Son président est Henri de la Vergne de Cerval, propriétaire aquitain et son représentant en Limousin est H. Cholet.

Qui gère la forêt du Plateau ?

La forêt du plateau représente avant tout une source de revenus financiers, grâce à l'exploitation du bois qu'elle produit. Il semble clair que seules les collectivités territoriales sont susceptibles, dans le cadre de leurs politiques de développement local, de faire concilier cet objectif de production avec d'autres vocations (paysage, patrimoine, éducation, tourisme, biodiversité...).

Différents modes de gestion permettent de valoriser économiquement la production de bois. Il semble cependant difficile de sensibiliser les propriétaires ne vivant pas sur le territoire de l'intérêt d'une gestion plus douce que la futaie régulière monospécifique, présentée comme le modèle permettant de maximiser les profits. Dans un premier temps, un travail de sensibilisation et de formation mériterait d'être réalisé auprès des élus et propriétaires du territoire, afin de leur permettre de définir des objectifs de gestion plus "durables". La mise en œuvre locale de ces pratiques pourrait par la suite servir de référence pour faire évoluer à un niveau plus large la gestion de la forêt du plateau. C'est l'objectif que s'est assigné l'association Nature sur un Plateau.

Gaël Delacour

Contact Nature sur un plateau
23340 La Villedieu

Tarnac, filon éditorial

L'affaire de Tarnac n'en a pas fini de faire couler de l'encre. Le filon éditorial s'est enrichi en mars dernier du récit du journaliste David Dufresne intitulé *Tarnac, magasin général*. Un livre qui s'ajoute à ceux, très divers, déjà publiés sur ou autour de l'affaire.



I l n'a pas fallu attendre très longtemps après l'arrestation à Tarnac le 11 novembre 2008 de nos supposés terroristes locaux, pour voir sortir le premier livre consacré à l'affaire. Julien Coupat est encore en prison, les autres inculpés assignés à résidence, qu'un journaliste lorrain qui travaille à *L'Est Républicain*, Marcel Gay, publie en mars 2009 *Le coup de Tarnac* (éditions Florent Massot). L'ouvrage pose l'essentiel de la critique du dossier, synthétisant l'ensemble des éléments alors développés dans divers organes de presse et par la défense, montrant la faiblesse de l'accusation et les incohérences de l'enquête et pointant les intentions liberticides du ministère de l'Intérieur. Une analyse qui se déploiera ensuite dans divers ouvrages, comme celui de Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur* (éditions La Découverte, 2009) qui se termine justement par l'évocation de l'affaire de Tarnac, et plus récemment du sociologue belge Jean-Claude Paye, *L'emprise de l'image* (éditions Yves Michel, 2011), sous titré : *de Guantanamo à Tarnac*.

Le philosophe...

En 2009 encore, le philosophe Alain Brossat sort un petit livre *Tous Coupats, tous coupables* (éditions Lignes) dans lequel il fustige le discours "innocentiste" qui veut faire des militants de Tarnac et d'ailleurs, de gentilles victimes de l'arbitraire d'État, reprochant à une partie de leurs défenseurs "d'ensevelir leur combat sous les gravats de l'idéologie moyenne de l'État démocratique allié au discours moral de la présomption d'innocence" plutôt que "de se solidariser avec leur combat, dans les formes et dans les termes que celui-ci proposait." Et d'enfoncer le clou de sa critique de ce qu'il appelle "le moralisme antiviolence": "Il est temps de le dire : le moralisme antiviolence est un moyen de domestication des espèces rebelles (...), un dispositif idéologique destiné à faire en sorte que l'insupportable soit supporté quand même (...), un discours anesthésiant qui vise à convaincre les offensés, les spoliés, les méprisés que le seul courage dont ils puissent faire preuve est celui qui consiste à endurer, à rester à leur place et à tirer les partis qu'ils peuvent de leur condition de "victimes".

... et le poète

On trouvait également Tarnac sur la couverture d'ouvrages plus littéraires. Ainsi, sous ce seul titre, *Tarnac* (Gallimard 2010), Richard Millet, le romancier originaire de Viam, semblait profiter de l'aura soudaine de la commune corrézienne, pour un court récit... qui n'a aucun rapport avec l'affaire. Tarnac n'est que le nom que son héros – un faux expert en art – se choisit, par référence au village de son père... *Tarnac, un acte préparatoire* du poète Jean-Marie Gleize (Le Seuil, 2011) est par contre directement provoqué par l'affaire,

même si s'y fondent des réminiscences et des références beaucoup plus lointaines autour du village. Nous n'en voulons pour preuve que sa dédicace "Pour Julien Coupat et ses camarades". Mais il ne s'agit ici ni d'essai, ni de récit, ni d'enquête, mais de poésie où se croisent de disparates histoires : "En réalité toutes les histoires sont faites de plusieurs histoires et toutes ces plusieurs n'ont pas la même taille ni le même poids. Il y a ces morceaux qui sont ensemble plusieurs et montent les uns sur les autres et entrent les uns sous les autres, ils forment un terrain accidenté, heurté, ils s'empilent et se poussent, s'empilent et s'agglutinent." "Il y a aussi eu un volume de la Série noire (de piètre facture au demeurant), signé Elsa Marpeau, *Black Blocs* (Gallimard, 2012), qui affiche en exergue une citation de *L'insurrection qui vient* – le livre hyper-visible qui plane sur toute l'histoire et que citent par ailleurs tous nos auteurs... Une plongée caricaturale dans les milieux dits de l'ultra-gauche où un flic déjanté court après les auteurs invisibles (dont un certain Julien) d'un livre sulfureux... Il y a même eu un court métrage de fiction d'un certain Damien Gonzales, intitulé *Il y a une guerre* et explicitement inspiré de l'histoire de Tarnac !

Panoplie policière

Autre livre, difficilement classable, est celui de Nathalie Quintane *Tomates* (éditions P.O.L., 2010), que traverse l'affaire de Tarnac et les interrogations qu'elle ne cesse de susciter (voir extrait en encadré). A un moment elle écrit : "Le fascisme, c'est quant tu ne peux rien dire chez toi, et surtout rien au téléphone." Voilà une remarque que le livre de David Dufresne, *Tarnac, magasin général* (Calmann-Lévy, 2012) confirme très concrètement. Le journaliste qui a suivi l'affaire dès ses débuts décrit sur près de 500 pages la manière dont celle-ci a été vécue du côté des inculpés, comme du côté des policiers, du côté des journalistes comme du côté de ceux qui y ont été confrontés (du président de la SNCF aux parents des inculpés). On est impressionné par la machine policière qui a été activée autour de ce que Pierre Bergounioux appelle, bienveillant, le "soviét de Tarnac". Écoutes téléphoniques, surveillance directe ou par caméra interposée, notes de services, filatures, puces GPS, la grande panoplie est déployée. Le récit de Dufresne qui, selon la formule consacrée, se lit comme un roman, n'échappe pas à cette plongée dans l'intimité des protagonistes et le lecteur ne peut guère nier qu'il y a, comme il y eut dans le traitement médiatique de l'affaire, une certaine dose de voyeurisme à poursuivre ainsi les personnages de l'histoire. Les héros de l'aventure sont devenus des familiers... On les appelle par leur prénom, on sait (presque) tout de leurs parcours, faits et gestes, et on se dit parfois qu'on ferait mieux de ne plus rien lire...

"L'affaire de tous"

Mais on continue, car l'affaire est plus que l'affaire. Elle touche chacun d'une manière ou d'une autre et renvoie beaucoup de journalistes ou de militants à leur propre passé ou à leurs propres rêves. C'est romanesque et politique, jouissif et réel, ça ne vaut peut-être pas l'affaire DSK, mais dans son genre c'est pas mal quand même... David Dufresne observe cette fascination chez les personnes qu'il va interviewer et que lui-même visiblement éprouve. Parlant de Gérard Gachet, le porte-parole du ministère de l'intérieur, il écrit : "Il avait fait à son tour de l'affaire une affaire personnelle." Et d'élargir : "C'était ce dénominateur commun, cette madeleine de Proust, ce renvoi aux idéaux passés et présents de chacun, qui expliquait l'emballement des faiseurs d'actualité pour Tarnac – flics de droite ou de gauche, rédacteurs en chef ex-trotskistes, gauchistes pigistes, fonctionnaires nostalgiques d'une France qui serait réelle... L'affaire renvoyait les plus de 35 ans à ce qu'ils avaient été. Peut-être même était-elle leur chant du cygne, l'insurrection qui ne viendrait pas, ou seulement une fois, une dernière fois, et qu'il fallait contrer ou attiser, selon les orientations ?" Ou encore : "Ces télescopes donnaient à l'affaire toute sa force. Elle était une peinture de la France des années 2000. Ou plutôt : elle dessinait toutes les France, celle du Magasin général de Tarnac, celle des salons de thé, celle de *Match*, de l'invisibilité, du Goutailoux, et des grands bourgeois. Rien de plus stimulant qu'un télescope." En résumé : "Cette affaire était l'affaire de tous." Voilà pourquoi il y aura certainement encore d'autres livres sur le même sujet.

Michel Lulek

CQFD

Michèle Alliot-Marie parle de la loi. On vote pour élire des élus qui votent les lois. Les lois doivent être respectées. On respecte les lois votées par les élus pour lesquels on a voté.

On ne doit pas entrer avec un couteau dans un établissement scolaire. Les portiques détecteurs de métaux détectent les couteaux. On installe des portiques détecteurs de métaux à l'entrée des établissements scolaires.

Il vaut mieux avoir le bac pour entrer sur le marché du travail. Le bac d'aujourd'hui ne vaut plus rien. Ceux qui ont le bac ne valent rien sur le marché du travail.

Les fils d'ouvriers n'accèdent pas aux classes préparatoires aux grandes écoles. On ferme les usines, il n'y a plus d'ouvriers, et donc plus de fils d'ouvriers. Les classes préparatoires ne sont pas fermées aux fils d'ouvriers.

Fumer tue. Quand on est à côté d'un fumeur, on fume. Les fumeurs sont des assassins.

Des anarchistes ont écrit des livres. Des anarchistes ont lancé des bombes. Il y a parmi ceux qui écrivent des livres des gens qui lancent ou lanceront des bombes.

Des musulmans obligent des jeunes filles à porter le voile. Les jeunes filles doivent être libres de ne pas porter le voile. On vote une loi qui oblige les jeunes filles à ne pas porter le voile.

La littérature n'est pas accessible au grand public. Le grand public veut faire la fête. La littérature c'est la fête.

La nourriture qui ne fait pas grossir est chère. Il y a des pauvres. Les pauvres sont gros.

(Etc.)

Extrait de *Tomates*, de Nathalie Quintane, P.O.L., 2010 (pages 70-72).

La courte-échelle, le premier café des enfants rural

A Peyrat-le-Château, l'association La courte-échelle a ouvert un café d'un genre nouveau : c'est un "café des enfants".

Des tables et des chaises de toutes les hauteurs, un canapé confortable, un coin bébé avec des tapis, un bar, un espace à langer, des jouets à profusion, le tout dans un univers coloré gai et acidulé : bienvenue à La courte-échelle, le café des enfants qui a ouvert le 1^{er} avril dernier dans le bourg de Peyrat-le-château. A la différence des non moins sympathiques "cafés-poussette" qui fleurissent un peu partout en France, les "cafés des enfants" considèrent les enfants et leurs familles comme des acteurs et non des consommateurs du café. Ce sont des lieux de créativité et de lien social qui s'inscrivent dans une démarche d'éducation populaire et d'économie sociale et solidaire. Le plus connu est le Cafézoïde à Paris, créé en 2002 avec, à l'époque, l'objectif d'offrir aux enfants et aux jeunes ce que les cafés théâtre, littéraire ou philo proposent aux adultes. Dans la foulée, d'autres cafés du même type sont nés et une fédération internationale s'est mise en place en 2011, s'appuyant sur une charte commune. C'est dans ce contexte d'émulation que Cadine Chadeyras qui a beaucoup fréquenté le café des enfants "À l'abord'âge" lorsqu'elle vivait à Nantes, s'est dit "Et pourquoi pas ouvrir le premier café des enfants rural ?".

Rompre l'isolement

Car, qu'on soit en ville ou à la campagne, c'est toujours difficile d'aller boire un coup avec ses petits... Nos bistrotts et restos sont bien peu adaptés à la présence de bambins, du coup beaucoup abandon-

nent, considérant souvent que ce sont les enfants qui sont impossibles à sortir alors qu'un simple aménagement des lieux suffit en général à résoudre le problème ! Il suffit de voir le succès de Mac Donald auprès des jeunes familles... Si un café des enfants se pose comme une alternative bio, solidaire et locale aux fast-food, c'est aussi une réponse à l'isolement dont souffrent certains jeunes parents. Pas toujours évident ou tout simplement épanouissant de s'occuper seul de son petit toute la journée. Crèches, halte-garderies, écoles et centre de loisirs sont une solution, y compris sur notre territoire rural, mais ces lieux où l'enfant est pris en charge par des professionnels sont, soit des modes de garde pour parents qui travaillent, soit des lieux d'apprentissage. Ils ne favorisent pas l'échange entre parents, ne permettent pas de voir son enfant évoluer avec d'autres ou pendant un jeu, et n'offrent pas de possibilités de partage d'activités entre les parents et leurs enfants.

Mixité sociale

Au café des enfants de Peyrat, on peut venir boire et manger, jouer, se rencontrer entre enfants de tous âges et entre parents, lire ou écouter des histoires, se reposer, débattre, fabriquer des marionnettes, ne rien faire... Installé dans un local vitré mis à disposition par ses propriétaires, La courte-échelle a ouvert le 1^{er} avril après quelques mois de travaux. Tout de suite, des parents sont venus avec leurs enfants, mais aussi des retraités en vacances avec leurs petits-



enfants, des assistantes maternelles, des mères au foyer isolées... "Nous sommes ravis car ce café ne touche pas uniquement la population alternative du plateau ! Il y a une vraie mixité sociale" souligne Cadine, qui anime le lieu avec d'autres parents de St Martin, Peyrat, Eymoutiers, Faux et Beaumont. Pour le moment le lieu fonctionne en bénévolat mais l'objectif est de créer un ou deux postes à mi-temps, pour assurer les permanences mais aussi des prestations lors d'événements extérieurs (installation du café et de ses jeux sur des festivals, ateliers pour les petits...) et des partenariats avec d'autres associations culturelles locales. Pour l'heure, le printemps a été déjà bien chargé avec une ribambelle d'animations au café. Faire ses propres produits ménagers, fabriquer des marionnettes, créer des cartes postales, apprendre de nouvelles berceuses, s'exercer à dessiner, imaginer des

boîtes, débattre sur les écoles alternatives ou les alternatives à l'école... voilà un aperçu du programme !

Emmanuelle Mayer (bénévole au café des enfants)

Infos pratiques

La Courte-échelle est ouvert (pour le moment) le mercredi de 10h à 17h et le jeudi matin de 10h à 12h et sur d'autres créneaux pour des animations ponctuelles. Attention, nouveaux horaires cet été, se renseigner avant de venir. 10 rue de la tour à Peyrat le château. Tél. : 06 44 34 92 43. Adhésion (prix libre ou 10 €) obligatoire pour consommer. Programme des animations et actualités du café sur <http://courteechelle.wordpress.com>

Problèmes d'argent ? Vive le JEU !

Qui connaît les Jardins d'échanges universels ? Un réseau qui cultive les échanges de savoirs, biens ou services en se passant de monnaie... enfin pas tout-à-fait, puisque les transactions se font sur la base du point-jeu. Marie Lise, qui anime le réseau local nous donne les règles du jeu.

Marie-Lise, peux-tu nous expliquer ce que sont ces jardins ?

C'est un système d'échange de services, de biens qui est né dans la tête d'un ardéchois, Daniel Fargeas. Ça n'a pas vraiment marché mais une canadienne de passage, Guilaine Lanctot, a importé l'idée chez elle, et du coup c'est revenu en France. Il fallait peut-être ça pour qu'on le prenne au sérieux ici. En fait c'est très simple : chaque JEUeur possède un carnet sur lequel sont inscrites les transactions. Ce n'est jamais moi qui écrit dans mon carnet, mais l'autre, pour preuve de la réalité de l'échange. On y écrit la date, le type d'échange, son nom, ses coordonnées et le nombre de points-jeu. Un point égale une minute. C'est universel et valable partout où il y a un réseau, et on peut échanger n'importe quoi. On connaît un réseau dans le Tarn et Garonne, il y en a un qui se monte en Corrèze, un autre à Auzances, au Canada, bien sûr, et même en Bulgarie... Tout le monde peut se servir du JEU, même les professionnels : on m'a parlé d'un dentiste qui accepte les points-jeu...

Universel, et très égalitaire...

Oui ! Et transversal. Pas besoin de structure, de gestion... chacun est entièrement responsable de son carnet. Autogéré, donc. Et responsabilisant. Quand on a un nombre de points en négatif qui devient important, c'est à nous de savoir pourquoi et comment "remonter". Personne n'est là pour juger ou sanctionner. Même chose si le crédit de points est trop important : ce n'est pas "normal" sauf si on "économise" en vue d'un échange important. Au Canada, un homme a acheté une voiture comme ça. Et le fait d'avoir le nom et les coordonnées des autres JEUeurs sur le

carnet permet de vérifier en cas de doute. Le grand intérêt c'est que cela crée une richesse qui n'est pas basée sur la position sociale, les revenus ou les marchés financiers mais sur notre capacité d'échanges. N'importe qui peut y avoir accès.

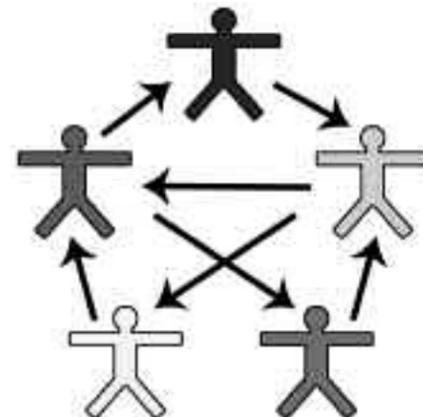
Pas de structure, d'accord, mais il faut quand même quelqu'un qui anime...

Bien sûr, il faut le mettre en place, convaincre les gens, les réunir... Dans chaque réseau il y a une ou plusieurs personnes qui s'occupent de ça. Et les membres du réseau peuvent leur concéder quelques points-jeu pour compenser leur travail. Mais le but, c'est que ça marche tout seul : les carnets peuvent être téléchargés, ou fabriqués maison du moment qu'on y trouve les informations nécessaires. Le problème c'est la communication : mettre les offres et les demandes en relation. Pour ça internet est un bon outil. Nous y pensons. Il faudrait un site d'échanges ou chacun pourrait chercher et proposer, de façon autonome. Et pour ceux qui n'ont pas de connexion, trouver le moyen de passer des annonces sur un support quelconque...

Je trouve excellent la valeur temps, cela met tout le monde sur un pied d'égalité, quelque soit le service...

Oui, c'est le principe de base. Mais ce n'est pas non plus rigide : si une personne estime que son temps vaut plus que celui de autres, à cause de ses compétences, de l'investissement nécessaire à sa pratique, libre à elle de négocier... C'est

une affaire entre les deux JEUeurs et cela ne regarde qu'eux. Pareil pour les objets. Ce sont eux qui estiment ensemble la valeur de l'objet selon leur degré d'envie et de besoin. C'est d'autant plus facile que les "dettes" n'ont pas de conséquences directes sur la vie quotidienne : pas d'huisserie à la porte, pas de lettre de rappel ou de menaces... J'ai une amie qui a accumulée des "dettes" parce qu'elle avait des travaux à faire. Elle les remonte petit à petit en vendant des confitures ici, des légumes là et en offrant ses services maintenant qu'elle est installée. Sans le JEU elle n'aurait jamais pu venir à bout de ses travaux. Pour le reste, elle a le temps.



Les associations aussi peuvent s'en servir ?

Écoute, pour l'instant, c'est tout nouveau, il n'y a rien qui puisse s'opposer légalement à se servir du JEU. C'est une transaction claire et comptabilisée, transparente au possible. Il y a toujours moyen de tricher mais tout est vérifiable. La seule différence c'est que ce ne sont pas des euros mais des points-jeu. Libre aux

impôts de les accepter en paiement... Alors pourquoi pas les associations, les entreprises... Certains professionnels indépendants n'hésitent pas. Nous sommes des pionniers, et peut-être qu'un jour il faudra nous défendre... Mais en attendant, allons-y.

Muriel, JEUeuse patentée, habite Eymoutiers et témoigne :

Je suis auto-entrepreneur et au RSA. Mes revenus me permettent tout juste de payer mes traites pour ma maison et mes factures d'électricité, etc. Grâce au JEU j'ai augmenté mon pouvoir d'achat sans stress ni angoisse. Je peux même me faire plaisir en achetant un vêtement ou une denrée alimentaire qui serait trop chère pour moi dans le commerce. Aujourd'hui, l'argent ne me sert qu'à l'incontournable : EDF, eau, assurances... J'ai découvert une liberté que je n'imaginai pas. En plus, cela me permet de rencontrer des gens sympathiques. C'est un système simple et gratuit, accessible à n'importe qui. Et les gens se rendent compte qu'ils ont plein de choses à donner, que ces choses, aussi simples soient-elles, ont une valeur réelle. Là je suis en négatif, mais cela ne m'inquiète pas, j'attends l'occasion de trouver une demande à laquelle je peux répondre.

Propos recueillis par Eliane Dervin

Contact : Marie-Lise Jacobe

Tel : 05 55 64 49 18

Mail : marie-lise.jacobe@orange.fr

Un site à visiter :

<http://jeu.vingrau.free.fr/>

où l'on peut télécharger des carnets

Le monde allant vers... 10 ans de rencontres !

La ressourcerie d'Eymoutiers vient de fêter ses 10 ans. L'occasion de regarder en arrière le chemin parcouru et de découvrir les projets en cours. Récit d'une aventure humaine et collective par Chantal, salariée de l'association.

Novembre 2002. Issue de multiples rencontres, l'association Le monde allant vers... (MAV) est créée en vue de développer une ressourcerie culturelle. L'aventure peut commencer avec les moyens du bord, de nombreux coups de main et l'envie de vivre et de travailler autrement ici, sur le plateau de Millevaches. Le côté culturel envisagé un temps est mis de côté. C'est l'activité de la ressourcerie qui démarre : collectes d'objets, valorisation et remise en circuit par le biais de vide greniers, de stands, et d'événements contribuent à faire connaître le projet. Tout type d'objets sont collectés : ceux du quotidien... ceux collectionnés... les petits comme les gros... les vieilleries des greniers comme ceux qui n'ont jamais été déballés... ceux dont on connaît l'usage et ceux dont on a oublié à quoi ils servaient... des objets qui nous racontent des histoires, qui nous parlent des gens, qui nous touchent, nous amusent, nous énervent, nous encombrant...

La ressourcerie s'implante à Eymoutiers. Les élus locaux soutiennent le projet en nous confiant la collecte des encombrants sur la Communauté de communes des Portes de Vassivière. Une boutique ouvre rue des Maquisards. Avec sa vitrine rouge, elle attire passants, sympathisants, collectionneurs, curieux, brocanteurs, nouveaux arrivants. Elle est un carrefour malgré l'exiguïté des lieux. Le samedi matin, autour du poêle, on se réchauffe, on cause autour d'un café ou d'une tisane...

Au quotidien les conditions de travail sont difficiles, les locaux sont loins les uns des autres. Dans les ateliers jamais de chauffage ni d'eau courante. Beaucoup de collectes : les objets s'entassent, les locaux sont bondés ! Mais les coups de main sont nombreux, tant pour les collectes que pour les ateliers de valorisation. Bientôt deux ans que l'immeuble de la rue des Maquisards héberge objets en vente ou stockés et le bail temporaire arrive à terme. Un immeuble est en vente au 2 avenue Foch. Une SCI est constituée, elle regroupe alors environ 80 personnes qui investissent et rassemblent ainsi la moitié de la somme nécessaire. L'impulsion est donnée : la SCI Chemin Faisant acquiert cette grande maison, au cœur de la ville d'Eymoutiers. Elle sera occupée par le MAV, Césam-Oxalys et Accueil Paysan. Les travaux commencent avec une grande part de bénévolat : une boutique au rez de chaussée et au premier étage, les bureaux des trois structures au deuxième et le reste accueille les objets en stock.

Avec ce déménagement, l'activité continue de croître. Les tensions au sein de l'équipe également. Plusieurs salariés se retirent... Des projets naissent avec de nouveaux partenaires (La Sitelle, Énergies pour Demain à Peyrelevade et la Cité des Insectes de Nedde). C'est le début d'une action commune d'éducation à l'environnement. Elle est proposée au Parc naturel régional de Millevaches, qui l'accueille avec engouement. Elle nous permet d'intervenir sur le thème de la consommation auprès des écoles primaires et maternelles du territoire du Parc.

Au MAV nous nous attachons à participer à toutes les tâches, collectes, ateliers de valorisation, vente, sensibilisation, administratif, ménage, communication, représentation... L'idée est que chacun connaisse les différentes activités, s'approprie le projet dans sa globalité, soit en mesure de participer aux prises de décisions, de mieux savoir ce que fait l'autre, de mieux

se comprendre, de partager le travail, les basses tâches comme celles qui peuvent être plus valorisantes. Plus facile à dire qu'à vivre, on est dans le vif du sujet, dans la pratique, dans le concret et l'échange, dans le faire. Les difficultés comme les joies sont grandes.

“Inciter chacun à se réappropriier les déchets pour qu'ils deviennent une nouvelle fois nos ressources.”

Les conditions de travail restent précaires. L'activité ne laisse pas beaucoup de temps pour se projeter dans la construction d'ateliers, mais le besoin d'espace est pressant. Et c'est ainsi qu'un hangar situé aux

sionnaliser, à accompagner les porteurs de projet et à proposer des actions de sensibilisation. Sans oublier notre engagement au niveau national, avec notre participation au conseil d'administration du Réseau des Ressourceries et notre adhésion au réseau Ecole et Nature. Autant de sollicitations extérieures, qui nous font rencontrer d'autres structures, d'autres façons de faire, d'élargir nos horizons, de passer des moments inoubliables, d'apprendre encore et encore. Et de devenir même formateurs dans d'autres ressourceries !

Et pendant ce temps là les collectes, les ateliers, les ventes, les animations continuent. L'équipe se renouvelle et des projets naissent encore : des sites de compostage collectifs sont installés à Eymoutiers, des démonstrations de broyage sont organisées. L'objectif est toujours le même : inciter chacun à se réappropriier les déchets pour qu'ils deviennent une nouvelle



Une partie de l'équipe salariée du MAV devant les nouveaux composteurs collectifs.

Maisons Vertes à un kilomètre d'Eymoutiers va nous permettre de faire évoluer le projet. On est déjà en 2010 et l'année qui vient va bien nous occuper : les Maisons Vertes demandent de gros travaux d'aménagement, pour en faire un point de vente supplémentaire pour les meubles et le bâti. Un lieu de valorisation plus adapté en matière de conditions de travail !

C'est à peu près à cette période que les visites de porteurs de projets qui viennent découvrir notre association et notre fonctionnement se font plus fréquentes. Ils viennent du Limousin ou d'Ardèche, du Puy-de-Dôme ou de Chateauroux, de Tulle ou d'Ussel. Nous envisageons alors une dimension plus régionale des ressourceries du Limousin. Cela aboutit à un programme d'actions communes visant à promouvoir la réduction et la réutilisation des déchets, à se profes-

fois nos ressources. Cette fois c'est aux jardins partagés de la Vienne (voir encadré) que nous en faisons la démonstration : le compost se transforme en source de fertilité et de rencontres...

Voilà, on a 10 ans, et aujourd'hui le MAV c'est une équipe salariée de 6 personnes, un conseil d'administration, des adhérents, des bénévoles, des sympathisants, des usagers, des habitués, des récupérateurs, des artistes, des fêtards, des curieux, des touristes, des compagnons, des stagiaires, des élèves, des jardiniers, des partenaires associatifs, des institutionnels et des rencontres, toujours et encore...

Propos recueillis par Damien Clochard

Les Jardins Partagés de la Vienne

Cultiver autrement à Eymoutiers !

Début 2011, le MAV lance l'idée d'un jardin collectif. L'initiative attire une poignée de jardiniers en herbe, rapidement rejoints par l'association "AApis Culture" et par le CAT d'Eymoutiers. La mairie met à disposition un grand terrain entre la Vienne et la voie ferrée, près du domaine du Buchou. Les travaux commencent à l'automne 2011. Au total, une dizaine de participants préparent la terre, construisent une cabane, aménagent les alentours. Le jardin est ouvert à tous et à toutes, jeunes et moins jeunes, novices et connaisseurs. Les principes sont simples (pas d'engrais de synthèse, pas de pesticides chimiques, etc.). La gestion du lieu et des tâches est participative.

Tandis que les premières salades sont récoltées, le groupe réfléchit déjà à la suite ! Les projets ne manquent pas : des ruches seront installées dans quelques semaines, un arboretum est en préparation et des ateliers pédagogiques sont prévus pour bientôt.

Marianne Lanavère

nouvelle directrice du Centre d'art de et du paysage de Vassivière



Tout le monde ici connaît le Centre international d'art et du paysage de Vassivière, nef de granit et de bois, flanquée de son phare-balise, à la proue d'une île de 70 hectares consacrée à l'art contemporain et aux activités touristiques et sportives. Depuis son ouverture, en 1991, la réputation de ce Centre, soutenu par la Région et par l'Etat, rayonne à l'international. Le Centre d'art et du paysage n'est pas un musée, ni une galerie. Les œuvres exposées ici ont été créées pour ce site, et la nature est le point d'accord de la créativité des artistes. Une nouvelle directrice vient d'être nommée à sa tête. Qu'est-ce donc aujourd'hui qu'être directrice d'un Centre d'art contemporain ? C'est ce que nous avons demandé à cette nouvelle directrice.

Beaubourg, Londres, Noisy-le-Sec

Je m'appelle Marianne Lanavère, je suis née à Paris en 1974.

Pendant mes études d'histoire de l'art à l'École du Louvre, j'ai fait un stage au Centre Pompidou, musée d'art moderne et contemporain à Paris.

J'y ai découvert ma passion ! Je voulais travailler avec les artistes vivants, participer à la création d'œuvres, d'expositions, de happenings, les mettant en valeur...

J'ai rejoint l'équipe du Centre Pompidou de 1997 à 2000. J'y ai appris les aspects juridiques et administratifs du métier, la gestion des équipes, les transports, les assurances, les contrats avec les artistes... Très vite j'ai souhaité proposer des choix artistiques mais, dans une institution aussi hiérarchisée, ce n'était pas possible. Grâce à une bourse d'étude, je suis allée passer deux ans au Royal College of Arts de Londres, apprendre l'organisation d'expositions d'art contemporain, leurs différents acteurs, les bienales, les foires, etc...

Revenue en France, je me lance comme commissaire d'expositions indépendantes. Mon but alors est de soutenir des artistes méconnus, de créer un lien avec eux dans le temps, de les suivre tout au long de leur parcours, lors d'expositions itinérantes dans des lieux alternatifs ou à l'étranger.

En 2005, j'ai obtenu la direction du centre d'art « La Galerie » à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis. Sacré challenge dans cette banlieue dont les habitants manquaient de moyens pour accéder à la culture. Nous avons beaucoup travaillé avec les scolaires mais aussi avec les associations locales, tout en développant une reconnaissance internationale pour ce lieu de vie unique en son genre.

Vassivière "lieu des possibles"

En août 2011, le poste de Vassivière se libère. J'avais fait le tour de ce que je pouvais faire à Noisy, et j'avais envie de découvrir un autre territoire. J'ai été choisie sur dossier, puis sur entretien, où je devais exposer mon projet de développement du Centre. J'ai pris mes fonctions en mars 2012.

Mon projet pour ce lieu s'articule en divers points :

- Continuer à permettre aux artistes de créer des œuvres sur place, nées ici et pensées pour ici, avec l'aide d'artisans locaux, et dans une démarche bio-compatible. Il me semble important en effet, dans ce lieu préservé, de garder une conscience des modes de production et du recyclage éventuel de notre activité.

- Développer l'île comme "lieu des possibles", que les visiteurs y vivent une expérience particulière par leurs cinq sens, en faisant appel

à la créativité des acteurs de ce territoire qui ont des savoirs-faire particuliers. Nous sommes là aussi pour les mettre en valeur...

- Organiser le calendrier des expositions en fonction des saisons : l'été, une exposition collective diversifiée (sculptures, peintures, photos, etc.), pour donner aux visiteurs de passage un point de vue varié sur l'art, tout en valorisant les artistes du Limousin et les collections régionales (Frac, Artothèque, musées). Le reste du temps sera partagé en trois expositions trimestrielles dédiées à l'univers d'un artiste français ou étranger.

- Lier les expos à la nouvelle résidence d'artiste où nous pourrions héberger trois artistes différents en même temps : un plasticien, un écrivain et un autre

créateur (chorégraphe, cinéaste, cuisinier...). Le but est de favoriser le croisement des disciplines et l'échange d'inspiration, tout en gardant pour base ce qui fait notre spécificité, le paysage "dans tous ses états", du minéral au cosmique.

- Développer le relais Artothèque, lieu de prêt d'œuvres d'art.

- Le Centre bénéficiant d'une excellente renommée internationale, continuer à le mettre en valeur et à y attirer nombre de visiteurs avertis.

- Donner ses lettres de noblesse à notre importante documentation, pouvoir l'ouvrir aux étudiants et aux chercheurs.

Je tiens avant tout à travailler en cohérence avec l'histoire de ce lieu situé au cœur d'un paysage exceptionnel et à renforcer son inscription dans la région.

Propos recueillis par Nadine Bompard



Premier vernissage le 7 juillet

L'occasion pour rencontrer Marianne Lanavère ?

Le samedi 7 juillet où aura lieu son premier vernissage, à partir de 15 h, de l'exposition collective "Champs d'expérience" et l'inauguration d'une sculpture skateable pour le "bois de sculptures", unique en France, qui s'étend sur les 70 hectares de l'île, propice à la flânerie et aux pique-niques...

Un feu d'artifice clôturera cette journée, EDF fêtant ce jour-là les 60 ans du barrage.

Pierre Bergounioux

30 mois sur le Plateau

Le troisième tome du Journal de Pierre Bergounioux est paru au début de l'année. Avec ce volume ce sont désormais trente années de la vie de l'écrivain corrézien que l'on peut suivre presque au jour le jour.

Comment résumer la vie de Pierre Bergounioux, auteur depuis 1984, d'un peu plus d'une soixantaine de livres, souvent de petit format, au style ciselé et reconnaissable entre tous, toujours aimanté par les mêmes thèmes : l'enfance, la Corrèze, le passé, le temps, la mémoire, la fin d'un monde millénaire, grosso modo du néolithique au 16 janvier 1962, et bien sûr, les livres, la lecture et les découvertes qu'eux seuls semblent autoriser. Comment résumer donc la vie de Pierre Bergounioux ? Les trois premières lignes du troisième tome (1263 pages) de son *Carnet de notes*, pourraient presque suffire à dire l'essentiel. Le lecteur pressé y trouvera son compte : "Je n'ouvre les yeux qu'à sept heures. Toute la matinée à écrire, l'après-midi à lire, et à m'inquiéter de la journée de demain, des pages qu'il me faudra couvrir." Voilà. Bergounioux est là. Une vie réglée comme du papier à musique. Lever matinal (7 heures, ce premier janvier 2001, c'est presque une indécente grasse matinée), l'écriture et la lecture au menu, et puis, nature inquiète, l'angoisse pour tout : le lendemain, la classe (il est prof, désabusé, de lettres), les enfants, les maladies et puis l'écriture dont il ne se sent jamais à la hauteur, même avec tant de livres derrière lui, la reconnaissance de ses pairs et de la critique, et même de la Société des gens de lettres qui lui décerna un prix pour l'ensemble de son œuvre !

Juillet en Corrèze

Même régularité sur l'année : 11 mois en région parisienne dont 10 à enseigner dans un collège, et un mois, juillet, sur le plateau, dans la maison de sa belle-famille, belle-famille dont il a raconté l'histoire en 1995 dans *Miette*. Un mois sur le plateau, c'est-à-dire, au cours des trente années et 3000 pages que couvrent désormais son *Carnet de notes*, trente mois. Et là, Bergounioux devient un autre homme. Oublié la plume et le papier, il empoigne la tronçonneuse pour abattre les arbres, se confronte aux travaux de force, lui qui dit en avoir si peu, et surtout s'enferme dans sa grange avec son poste à souder pour créer des sculptures de métal avec tout ce qu'il récupère dans les casses des environs. Mais que vient-il donc faire dans cette Corrèze ? Le contraire de ce qu'il fait tout au long de l'année et qu'à l'adolescence il s'est donné comme mission et objectif : mieux connaître et comprendre le monde, un programme qui, alors, ne pouvait se réaliser qu'ailleurs, loin des prés, des ruisseaux et des collines, à la ville, et plus exactement à la ville des villes : à Paris. Un programme qu'il a suivi scrupuleusement et sans y déroger.

Corrèze-Paris

La Corrèze au début des années 1960, Bergounioux habite alors Brive où il est né en 1949, il la résume en quelques expressions brutales : "étroitesse suffocante", "prosaïsme délétère", "désolation du monde des commencements". Pour survivre il fallait partir. Il est donc parti : "Toute la misère des commencements me revient, l'isolement, l'arriération, l'inculture, l'absence complète, irrémédiable, semble-t-il, de moyens, d'ouverture, de vues, d'espoir, de vouloir aussi. J'ai failli crever de la vieille Corrèze, de son indigence, de ses ténèbres. J'étais mort, à 17 ans, lorsque je suis parti. Je ne pouvais que renaître. (...) La vieille Corrèze n'offrait plus, soudain, de raison de vivre, de bonheur à espérer. C'est ailleurs qu'ils s'étaient transportés, qu'il a fallu aller le chercher."

Le départ, d'abord à Limoges où dans les dortoirs du lycée Gay-Lussac il entend parler de révolution, puis à Paris à l'école normale supérieure, où il s'immerge dans les livres, découvre et admire Flaubert (son sujet de thèse) et Faulkner (auquel il consacra un livre entier), est pour lui une émancipation qui lui donne les outils dont il se servira ensuite pour



photo Frédéric Lherpinière

comprendre ce qui lui est arrivé et ce qui, concomitamment est arrivé au monde. Il ira donc vivre désormais "au loin, dans l'Essonne, c'est-à-dire nulle part."

Paris-Corrèze

L'ardue tâche qui le régent à Paris, l'oblige pourtant, régulièrement, une fois par an donc, à s'en échapper. "Je ne suis ici (en région parisienne) depuis 35 ans qu'à seule fin de "méditer et cognoître". Les occupations archaïques, les vieilles passions, les choses, les bêtes, le monde sensible, l'apaisement n'existent plus qu'un mois par an, en Corrèze." Et il avoue parfois : "Il me prend des envies de désertier le poste, de rentrer en Corrèze pour vivre au fond des bois, dans une cabane en planches, couverte de tôle ondulée." La "vieille Corrèze" qu'il a fuie est devenue "le miséricordieux intermède de travail tout physique, la régression bienheureuse de juillet", "l'intermède préservé que nous avons chaque année, ici, depuis un quart de siècle." Son ambivalente relation au département et au plateau, le met en porte à faux avec ses congénères restés au pays. Et lorsque le conseil général lui demande un papier pour une quelconque publication institutionnelle, il répond présent (Bergounioux est la bonté même et ne refuse jamais les sollicitations qui pleuvent), mais il est embêté : "Il se pourrait bien que ce que j'avance ne réponde pas à son attente. Le thème est l'avenir et notre petite patrie appartient, depuis toujours et à jamais, au passé. Toute autre vision des choses est illusion, mensonge."

Une passion pour l'égalité

Et pourtant Bergounioux n'a pas abdiqué. Il semble fataliste, mais résiste. Son regard sur le monde demeure celui qui l'avait poussé il y a longtemps vers le PCF. Il est toujours syndiqué et va manifester avec quelques jeunes (et rares) collègues contre une réforme des retraites ou de la sécurité sociale. Il admire Bourdieu et s'insurge contre les ressources médicales mal réparties sur le territoire. L'élection de Sarkozy en 2007 entérine à ses yeux que la France est devenue "un *popolo di stronzi*, comme Fellini le disait, voilà 15 ans, de ses compa-

trioties italiens" (traduisez un peuple de connards). Il s'afflige de la laideur des banlieues, de l'indigence de la presse ("Je lis *Paris-Match* dont l'interdiction sera le premier acte du gouvernement de salut public qui succédera à la droite"), refuse la Légion d'honneur et s'indigne : "On s'est assis aux Deux magots. Le prix des consommations est indécent. Un café coûte l'équivalent d'une heure de travail au Smic. C'est insulter à la misère qu'on voit partout." Il partage une passion pour l'égalité, aspire à la révolution, et termine un récent entretien donné à *La Montagne* par ses mots : "Le jour où on voit le drapeau rouge au sommet du mont Audouze, ce sera le signal. Et j'appuierai le mouvement qui se sera dessiné sur le plateau de Millevaches." Bienvenue, camarade ! On t'attend !

Michel Lulek

Pierre Bergounioux *Carnet de notes, 2001-2010*, éditions Verdier, 2012.

Lire dans IPNS n° 4 et n°15 les articles déjà consacrés à Bergounioux.

La disgrâce de la vieille province

"Une fois encore, je reprends l'inventaire de la situation désastreuse qui était la mienne, la nôtre, lorsque j'ai commencé. C'était l'arriération, l'indigence, la disgrâce de la vieille province, l'absence de rapport avec l'extérieur, le présent effectif, le réel. Et l'impossibilité, avec ça, de s'en accommoder parce que des signes ténus, déformés, irrécusables, pourtant, en provenance du grand dehors disqualifiaient l'évidence immédiate, invalidaient les formes de conscience qui lui étaient assorties. De là des perplexités, un trouble d'autant plus cuisants que, non seulement, nul n'était en mesure d'y remédier mais qu'en faire état, s'interroger, vous exposaient à l'ironie de ceux qui ne voyaient mystère à rien, prenaient pour bon ce qui se donnait pour la réalité, et qui était fait de plus de carences et de privations, d'ignorance et de confusion, que de substance et de clartés."

Pierre Bergounioux (Dimanche 30 août 2009)

Un prof désabusé

"Le métier a changé d'âme en l'espace d'une génération. Il est devenu pareil à tous les autres, une activité routinière, sans ligne de fuite, sans l'espérance, aussi précaire ou chimérique qu'on la voudra, de gagner la jeunesse aux valeurs de salut de la culture savante. On applique de fades recettes. On se donne des objectifs. On signe des contrats. Le prosaïsme de la production (et de la reproduction, aurait dit Bourdieu) a envahi, à visage découvert, l'univers plus ou moins enchanté, encore, où j'ai commencé. L'école s'est adaptée à la réalité, à l'inégalité de la distribution qu'elle ratifie, désormais, à visage découvert, au lieu d'essayer de gagner les nouveaux entrants aux biens qui lui sont propres, les lumières, la liberté."

Pierre Bergounioux (Lundi 4 novembre 2002)

Le plateau de Millevaches

sous le règne de Louis XIV (1661-1715)

Le règne du Roy-Soleil fut le plus long de toute l'histoire de France. Au-delà des images d'Epinal et des souvenirs d'école, je voudrais insister sur la succession de calamités. Notre plateau y occupe-t-il une place particulière ?

De remarquables formes d'adaptation

En travaillant sur son histoire, j'ai constaté, que, sans échapper complètement aux "temps de misère", nos aïeux semblent avoir été étonnamment résistants. On découvre ainsi une société résistante aux malheurs du temps. Des formes d'adaptation remarquables, de "rusticité" même, eu égard aux conditions géographiques défavorables : pauvreté des sols, rudesse du climat. Il ne faut pas imaginer le plateau tel qu'il est aujourd'hui. Ses paysages d'abord, beaucoup moins boisés, où dominait la lande, parsemés de petits terroirs cultivés, malgré les terres froides et acides. Sa population ensuite : plus nombreuse (globalement, une densité 3 fois supérieure à nos jours) et surtout plus mobile qu'on ne pourrait le penser. Autour d'importants noyaux familiaux s'organisait ainsi une vie agricole autonome où dominaient cultures vivrières, élevage et exploitation de la forêt de feuillus.

Résistance physiologique et vie en autarcie

Ce que certains historiens ont appelé "le grand règne" fut marqué par de terribles épisodes de mortalité dont l'origine est d'abord naturelle. Le XVII^e siècle fait partie du P.A.G. (petit âge glaciaire), période beaucoup plus froide et humide que notre époque. L'année 1661 vit ainsi une grande famine: "la mortalité fut grande, il y eut beaucoup de dysenteries et de fièvres malignes". De cet épisode, les registres paroissiaux du plateau nous donnent une vision assez différente, les "secousses" de mortalité étant plus brèves et moins aiguës qu'ailleurs, plus rare la mortalité infantile. Un premier signe. En voici un second : la crise de 1683-1684 passe ici totalement inaperçue. Quelques décennies plus tard, le royaume connut deux catastrophes démographiques : hivers très rigoureux (1693-1694 et 1709-1710), suivis ou précédés d'étés "pourris", avec toutes les conséquences négatives sur les récoltes. Pour réussir à en mesurer la spécificité, comparons la durée et l'importance de la surmortalité, à une extrémité du plateau d'une part (Royère), en son coeur (Bonnefond) puis dans une "grande" ville régionale (St Léonard), d'autre part. (voir encadré)

Saint Léonard fut rudement touchée ; pourtant c'était un terroir "riche" (environ 80 hab/km²). La différence s'explique à mes yeux par une plus grande résistance physiologique et une plus grande habitude de vie en autarcie. La "vraie crise" se situe sur le plateau en janvier 1694. Mais tous les villages ne sont pas touchés, ce qui montre l'absence de phénomène épidémique. La crise semble surtout de nature économique. Hiver "pourri" : mauvaises récoltes. Beaucoup de paroissiens ne peuvent plus subvenir à leurs besoins, devenant à la charge de la fabrique (budget paroissial). Le terme "pauvre", jusqu'alors totalement absent dans les registres, se multiplie. Il s'agit manifestement des conséquences de la disette, plus précoce ici qu'ailleurs. Les



périodes difficiles sont totalement décalées par rapport au processus communément admis. Si une épidémie suivait la disette, elle apparaîtrait dans le nombre de décès, et dans la surmortalité par village. Or, il n'en est rien. Une famille peut perdre 6 de ses membres ; leurs voisins ne semblent pas touchés. Il s'agit donc avant tout ici d'une crise de subsistance, rapidement jugulée puisque, hormis janvier 1694, nul pic n'apparaît durant l'hiver suivant, le plus catastrophique dans le reste du royaume.

Ne pas avoir trop d'enfants

On a ainsi, à travers les caractères démographiques, le tableau d'un groupe de "montagnards" particulièrement résistants à l'adversité, adaptés économiquement et socialement à des conditions de vie défavorables. En quoi consiste précisément cette résistance ?

Les femmes sont fécondes et pourtant, nombreux sont les ménages réduits (on ne peut nourrir plus de 4 ou 5 enfants). Une bonne résistance physiologique peut se lire dans les délais entre naissance et baptême. Il est admis qu'on baptisait pour environ 1/3 le jour-même, le reste en général le lendemain. Il s'agissait d'une nécessité : ondoyer le plus vite possible, par crainte d'un décès précoce. Or, sur ces terres, nous remarquons une pratique sensiblement différente. Rarement des baptêmes le jour de la naissance ; 15 % le lendemain, 80 % le surlendemain, le reste entre 3 et 5 jours après. Les distances entre les villages et les bourgs ne peuvent seules expliquer une telle différence. Il me semble voir là une certaine habitude que survive la grande majorité des bébés à la naissance ; comme on trouve rarement de décès en couches de la mère. Ceci laisse imaginer une véritable "stratégie", avec des formes de contrôle des naissances. Ne pas avoir

trop d'enfants était une condition de la survie de cette micro-société. Nous avons donc à nouveau l'indice d'une forme élaborée d'adaptation à un milieu plutôt hostile. Cette société s'adaptait aussi efficacement, par les mariages, aux contraintes du temps. Les mouvements migratoires par mariages, avec les paroisses voisines, sont nettement déficitaires. On peut vérifier facilement que la jeune mariée va s'installer chez ses beaux-parents. Cela donne un solde migratoire déficitaire, qui montre une société en expansion, le "trop plein" étant régulé par le départ des filles. Cela n'empêchait pas des familles entières de venir combler un manque dans une paroisse. Le solde global pouvait ainsi s'équilibrer. L'âge des décès me semble un autre indice. On vit ici assez vieux : 36 % des défunt(e)s disparus après 60 ans. La tendance n'est pas illusoire : l'espérance de vie était supérieure d'environ 6 ans à celle du royaume.

50 % à 65 % des mariages en février

Comme sur tout le plateau de Millevaches, nos paysans travaillaient à des activités saisonnières. Cette notion est perceptible dans le mois des mariages : 50 % avaient lieu en février. Plus à l'ouest, vers Royère, ce pourcentage atteignait 65 % : il s'agissait des fameux "maçons creusois". Après les noces, on concevait si possible et on partait au printemps. Quel travail occupait donc les paysans du coeur du plateau ? Scieurs de long, maçons, manoeuvres... ? Le pourcentage plus faible qu'à Royère, et l'absence de mariages lointains, donnent à penser que l'exil était plus court, et moins indispensable. Nous avons sans doute ici la preuve de groupes à économie plus autarcique.

Que nos ancêtres aient mieux résisté aux fléaux ne prouve cependant pas la prospérité de leurs villages. Les exemples précédents montrent seulement qu'ils faisaient mieux face aux malheurs du temps.

Michel Patinaud

Cet article est extrait d'un ouvrage à paraître : *Les ombres du Roy-Soleil*.

Crise démographique 1693 - 1694			
Paroisses	Dép.	Surmortalité	
		mois	dt x 3-4
Bonnefond	19	6	1
Royère	23	10	2
St Léonard	87	15	6

Des sociétés villageoises plus résistantes

Le principe est de comparer trois paroisses, deux du plateau (une petite au coeur du plateau et plutôt pauvre, Bonnefond et une plus "grosse", en marge et déjà plus riche, Royère) et une assez proche, dans un terroir relativement prospère économiquement : St Léonard. La surmortalité est due à la triple crise : météorologique, alimentaire et sanitaire, mais

les effets se font sentir très différemment. Ici les indices de "résistance" sont chronologiques. La surmortalité (chiffres de décès supérieurs à la moyenne décennale) est visible dans le nombre de mois : à Bonnefond, le retour à la normale est rapide (6 mois), à St Léonard, la crise se poursuit au-delà de l'année (15 mois). Même chose pour l'intensité (dernière colonne) : au paroxysme le nombre de décès est multiplié par 3 ou 4, durant un seul mois à Bonnefond, par 2 à Royère mais par 6 à St Léonard. Bref, plus les sociétés villageoises sont pauvres et isolées, plus elles sont "résistantes".

Cette démonstration pourrait s'appuyer de la même façon sur d'autres paroisses :

- type 1 (Bonnefond) : plus "résistante" (comme St Sétiers, Magnat-l'Etrange...)
- type 2 (Royère) : plus sensible à la crise (comme Meymac, Faux la Montagne)
- type 3 (St Léonard) : très sensible à la crise (Bourganeuf, Ussel).